



invest in TOGO

LE MAGAZINE DE
L'INVESTISSEMENT
AU TOGO - N° 004
AOÛT 2025

► PAGE 12

**TABLEAUX DE BORD DES
INVESTISSEMENTS :**
CHIFFRES-CLÉS, FLUX
D'INVESTISSEMENTS ET
PROJETS EN COURS

► PAGE 24

**LE RÔLE STRATÉGIQUE DU PORT
DE LOMÉ DANS LES ÉCHANGES
SOUS-RÉGIONAL ET
INTERNATIONAL**



**LES ATOUTS STRATÉGIQUES
DES RÉGIONS TOGOLAISES :**
FOCUS SUR LES PÔLES
ÉCONOMIQUES ÉMERGENTS ET
LEURS SECTEURS CLÉS ET
OPPORTUNITÉS



LE TOGO L'ESSOR D'UNE INDUSTRIE DURABLE

Invest
in Togo



Faille d'Aledjo, Togo



SEM FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ
PRÉSIDENT DU CONSEIL



26

TOGO PERFORMANCES

- 07** Les grandes tendances économiques du Togo : analyse des performances récentes et des réformes en cours.
- 10** Les atouts stratégiques des régions togolaises : focus sur les pôles économiques émergents et leurs secteurs clés et opportunités.
- 12** Tableaux de bord des investissements : chiffres-clés, flux d'investissements et projets en cours
- 14** Une trajectoire industrielle qui s'accélère
- 16** Cap sur une industrialisation inclusive et durable : des travaux structurants entre le Ministère en charge de l'Industrie et l'ONUUDI

LE TOGO EN 2025 – CAP SUR L'INDUSTRIALISATION

- 18** De l'ambition à la réalité : le Togo s'affirme progressivement comme "Pôle Industriel".
- 19** PIA : Un moteur pour accélérer l'industrialisation : Focus sur la PIA et son état d'avancement.
- 20** Transformation : Des filières en plein essor : Coton, soja, l'ananas, etc
- 24** Le rôle stratégique du port de Lomé dans les échanges sous-régional et international.

LE PORTRAIT DES BÂTISSEURS : CEUX QUI FAÇONNENT L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

- 26** Focus sur quelques entrepreneurs qui façonnent l'économie togolaise.

AU CŒUR DU MONDE : IMPACT ET INFLUENCE À L'INTERNATIONAL

- 32** Le Togo sur le marché global : analyse des tendances mondiales et du positionnement du pays
- 34** Une destination privilégiée pour les rendez-vous internationaux : Blue Invest, Forum DMA



45

TOGO BUSINESS FRIENDLY : FACILITÉS ET AVANTAGES

- 36** Investir au Togo : quelles facilités pour les investisseurs ?
- 38** L'API-ZF vous accompagne
- 39** Un environnement qui attire
- 40** Propriété industrielle : L'INPIT se dote d'une nouvelle identité visuelle et d'une plateforme électronique de la propriété industrielle.

FINANCE & INVESTISSEMENTS : LE TOGO, UN PÔLE STRATÉGIQUE

- 41** Une place financière de choix
- 42** Les initiatives publiques et privées pour renforcer l'Accès au financement.
- 43** Le BRMN accompagne les entreprises avec l'appui des banques.
- 44** Examen des politiques de transformation économique du Togo : Publication officielle du rapport par le Gouvernement et le Centre de développement de l'OCDE
- 44** Actualités sur la finance

ÉCONOMIE VERTE : UN TOGO DURABLE

- 45** Les avancées en matière d'énergies renouvelables.
- 46** Les projets d'économie circulaire et de protection de l'environnement.
- 47** L'éco-tourisme comme levier de croissance économique

ESPRIT TOGOLAIS : LA CULTURE D'AFFAIRES

- 49** Plongée au cœur de l'univers entrepreneurial togolais.
- 51** La qualité, outil de compétitivité et d'accès aux marchés : Focus sur la HAUQE

CLÔTURE : "L'AVENIR EN VUE"

- 52** Les forums économiques, salons et événements d'affaires à ne pas manquer.
- 53** Synthèse des grands thèmes abordés dans cette édition.
- 54** Projections sur les cinq prochaines années et ambitions du Togo à l'horizon 2030.



« Togo: un nouveau chapitre pour l'investissement, entre innovation et croissance »

Le Togo connaît une transformation économique profonde, portée par des réformes ambitieuses, une industrialisation accélérée et une volonté affirmée d'ouvrir davantage le pays aux investissements. Notre vision est affirmée : bâtir une économie diversifiée, compétitive et durable.

En 2024, le PIB a franchi la barre des \$9,8 milliards, enregistrant une croissance de 5,3 % (Banque mondiale). Le secteur privé y contribue à hauteur de 76,8 %, preuve de la vitalité entrepreneuriale du pays. Le port autonome de Lomé renforce son rôle stratégique en Afrique de l'Ouest, accélérant l'intégration du Togo dans les échanges mondiaux.

L'industrialisation est au cœur de notre stratégie. À travers des projets structurants comme la Plateforme Industrielle d'Adétikopé et l'Agropole de Kara, nous valorisons nos ressources locales, créons de la valeur ajoutée et consolidons notre position dans les chaînes de valeur régionales.

Parallèlement, le Togo multiplie les initiatives de rayonnement international : le Forum DMA, Blue Invest attirent investisseurs et partenaires, plaçant notre pays au centre des grands débats économiques du continent.

Enfin, notre engagement pour un développement durable est sans équivoque : énergies renouvelables, économie circulaire et écotourisme dessinent un avenir où croissance et responsabilité vont de pair.

“
le Togo multiplie les initiatives de rayonnement international
”

À travers cette édition, nous vous invitons à découvrir le nouveau visage économique du Togo. Un pays en mouvement, ambitieux, résolument tourné vers l'avenir.

Manuella Santos
MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA
PROMOTION DES INVESTISSEMENTS



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Industrie et de la
Promotion des Investissements

INVESTIR AU TOGO :

PORTE D'ENTRÉE VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST



Un environnement attractif et réformé

- Cadre légal simplifié et rénové
- Trois régimes incitatifs :
 - 1- Code des investissements
 - 2- Statut de la Zone Franche
 - 3- Statut Textile & Habillement



Des avantages concrets pour l'investisseur

- Exonérations fiscales et douanières
- Zones industrielles viabilisées (Plateforme d'Adétikopé)
- Accompagnement personnalisé par API-ZF
- Port en eau profonde



Un État partenaire, une agence dédiée

- Guichet unique digitalisé
- Assistance dans toutes les démarches
- Accompagnement avant, pendant et après l'investissement



Les grandes tendances économiques du Togo : *analyse des performances récentes et des réformes en cours.*

« LE TOGO AFFICHE UNE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE REMARQUABLE, AVEC UNE CROISSANCE SOUTENUE ET DES RÉFORMES STRUCTURELLES AMBITIEUSES. STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE, DIVERSIFICATION DES SECTEURS PORTEURS, AMÉLIORATION CONTINUE DU CLIMAT DES AFFAIRES... AUTANT DE SIGNAUX QUI ILLUSTRONT LE NOUVEAU VISAGE ÉCONOMIQUE DU PAYS. ».

Depuis plusieurs années, le Togo s'inscrit dans une trajectoire de croissance soutenue, malgré un contexte international parfois incertain. Fort d'un positionnement géostratégique privilégié dans la sous-région ouest-africaine, le pays a multiplié les efforts pour renforcer sa compétitivité, moderniser ses infrastructures, et impulser des réformes structurelles ambitieuses.

La Stratégie Togo 2025, adossée à la Feuille de route gouvernementale, trace les grandes orientations de ce développement, en mettant l'accent sur l'industrialisation, la digitalisation, la finance inclusive et le développement durable. À travers cette approche, le Togo entend devenir une plateforme logistique de premier plan et un hub d'investissement attractif en Afrique de l'Ouest.

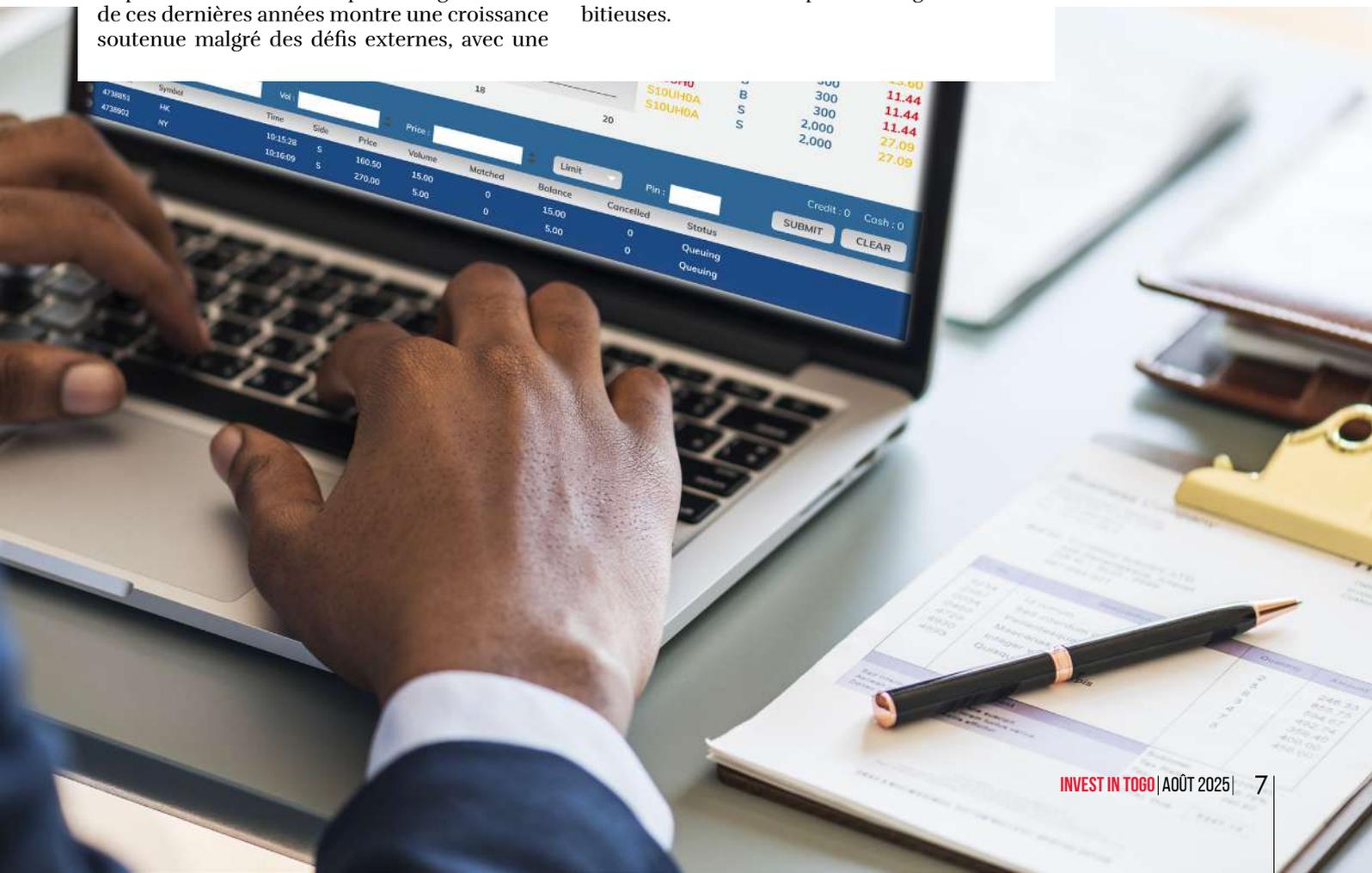
La performance économique du Togo au cours de ces dernières années montre une croissance soutenue malgré des défis externes, avec une

diversification notable de son PIB qui s'est consolidé pour se situer à 6,4% en 2023 contre 5,8% en 2022.

L'inflation a connu une baisse significative, passant de 7,6% en 2022 à 5,3% en 2023. Cette diminution est en partie due à la baisse des prix des denrées alimentaires importées, notamment le riz et le sucre, ainsi qu'aux subventions gouvernementales sur les prix du carburant et de l'électricité, visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

Grâce à son dynamisme soutenu, l'agence de notation S & P Global Ratings a revu à la hausse la note à long terme du Togo, passant de « B » à « B+ » avec une perspective stable. Cette décision témoigne de la résilience de l'économie togolaise face aux chocs externes et de la détermination du gouvernement à poursuivre des réformes économiques et budgétaires ambitieuses.

« Grâce à une stratégie tournée vers l'ouverture et la compétitivité, le Togo redéfinit sa place dans le commerce régional et international. Les résultats enregistrés illustrent une économie en mouvement, portée par la diversification et l'intégration. »



Le Togo a réalisé des avancées significatives en matière de performances commerciales, grâce à une stratégie d'ouverture économique. Le pays s'efforce de diversifier ses échanges en renforçant ses partenariats avec d'autres nations et en intégrant des accords commerciaux régionaux. Cette dynamique a permis d'accroître les exportations et d'attirer des investissements.

- Au premier semestre 2024, les exportations togolaises ont atteint 422 milliards FCFA, avec les phosphates en tête, représentant 18,7 % des exportations, suivis des sacs en matières plastiques et des huiles de pétrole. Les exportations vers la CEDEAO ont totalisé 52,968 milliards FCFA en mars 2024, marquant une hausse mensuelle de 73 % par rapport au mois précédent.

- La zone CEDEAO, et particulièrement l'UEMOA, joue un rôle crucial dans les relations commerciales du Togo, absorbant 40% des exportations togolaises au dernier trimestre 2024, soulignant l'importance de l'intégration régionale pour le développement économique du pays.
- Porté par une ambition de croissance durable, le Togo mise sur le développement des chaînes de valeur agricoles pour s'imposer comme un acteur compétitif en Afrique de l'Ouest. En valorisant les produits locaux par des initiatives de transformation et en attirant les investissements, le pays accélère son intégration aux marchés régionaux et internationaux, tout en soutenant les filières agricoles clés pour renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des producteurs.

DYNAMIQUE DES EXPORTATIONS



422 MILLIARDS FCFA
D'EXPORTATIONS AU 1ER SEMESTRE 2024



18,7 %

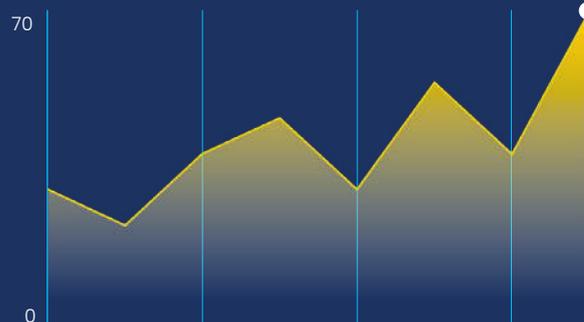
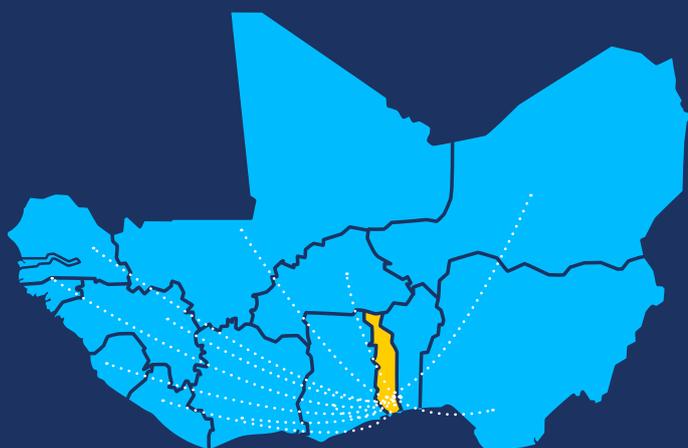
DES EXPORTATIONS
PROVIENNENT DES PHOSPHATES

AUTRES PRODUITS EXPORTÉS :
SACS EN PLASTIQUE, HUILES
DE PÉTROLE

ÉCHANGES AVEC LA CEDEAO



52,968 MILLIARDS FCFA
EXPORTÉS VERS LA CEDEAO EN MARS 2024



+73 % PAR RAPPORT À
FÉVRIER 2024



40 % DES EXPORTATIONS TOTALES
DIRIGÉES VERS LA ZONE
CEDEAO (T4 2024)



« PORTÉ PAR UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE DE PLUS EN PLUS RIGoureuse, LE TOGO AVANCE AVEC DÉTERMINATION VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ».

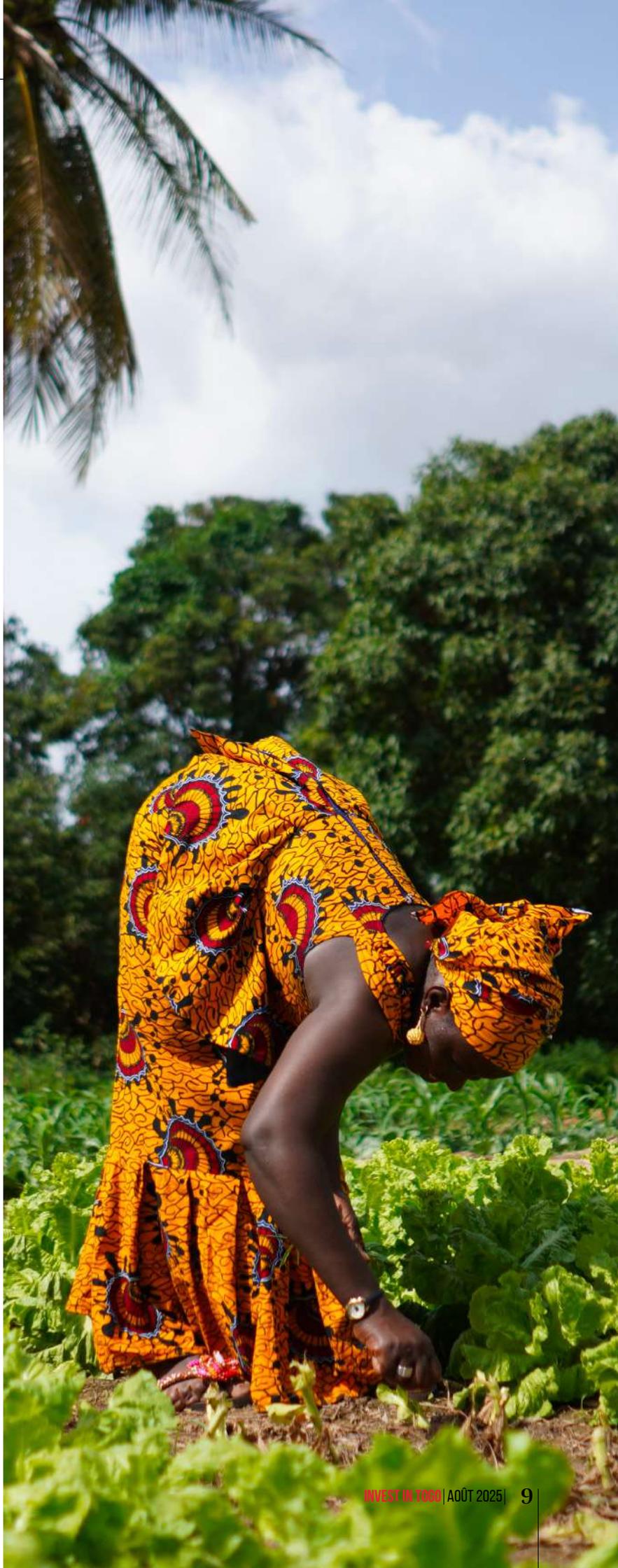
Le gouvernement togolais a mis en œuvre des réformes visant la transformation structurelle et la diversification de l'économie. Ces efforts incluent l'amélioration de la gestion des finances publiques et le soutien à des projets d'investissement clés.

Le Togo a récemment mis en œuvre des réformes visant à transformer structurellement son économie et à diversifier ses secteurs productifs pour générer des emplois à forte valeur ajoutée et renforcer la résilience socio-économique du pays.

Dans le cadre de sa stratégie de transformation structurelle et de diversification de l'économie, le gouvernement togolais a initié des actions majeures dans le secteur agricole, notamment à travers le Forum des Producteurs Agricoles du Togo (FoPAT) et la création de l'Agence de Transformation Agricole (ATA). Le FoPAT, lancé en 2023, est une plateforme nationale qui réunit les acteurs des chaînes de valeur agricoles pour discuter des défis et opportunités du secteur. Ce forum vise à moderniser l'agriculture togolaise en favorisant l'adoption de technologies innovantes, l'amélioration des infrastructures et le renforcement des capacités des producteurs. Parallèlement, l'ATA, opérationnelle depuis janvier 2023, a pour mission d'accélérer la transformation durable du secteur agricole togolais. Inspirée du modèle d'agence nodale ayant fait ses preuves en Asie, l'ATA est chargée de coordonner et de mettre en œuvre des projets visant l'augmentation de la productivité, la promotion des chaînes de valeur agricoles et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Le gouvernement togolais s'efforce également d'intensifier la production dans les secteurs de l'industrie et des services, en poursuivant le financement de l'économie, afin de stimuler la croissance économique dans un contexte mondial marqué par diverses crises.

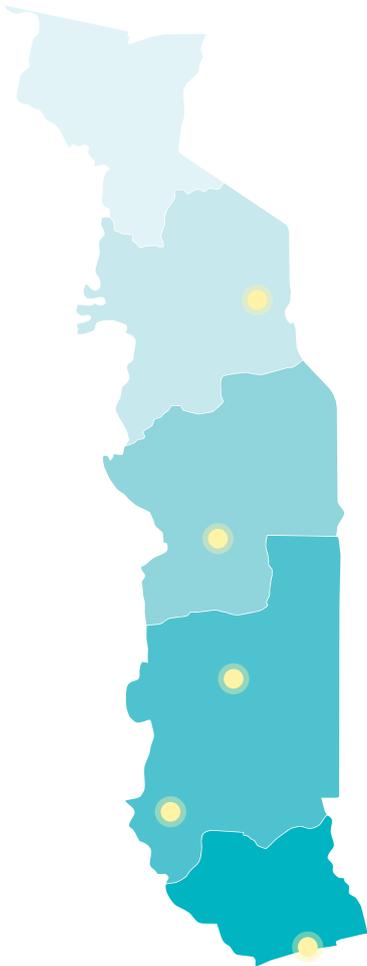
Par ailleurs, le Togo cherche à diversifier ses échanges commerciaux en renforçant sa participation au commerce international et aux chaînes de valeur mondiales, une démarche essentielle pour la transformation économique du pays.



Les atouts stratégiques des régions togolaises : focus sur les pôles économiques émergents et leurs secteurs clés et opportunités

Le Togo, situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, est en pleine transformation économique, mettant en avant ses régions comme moteurs de croissance.

Le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI) joue un rôle essentiel dans cette dynamique, notamment à travers la mise en œuvre de la stratégie de marketing territorial visant à valoriser les atouts spécifiques de chaque région.



PÔLES ÉCONOMIQUES ÉMERGENTS ET SECTEURS CLÉS SUIVANTS SONT IDENTIFIÉS PAR RÉGION.

Les régions ciblées par la phase pilote de la stratégie de marketing territorial sont : Kara, Blitta, Atakpamé, Kpalimé et Aného. Chacune, offre des opportunités distinctes :



KARA

Située au nord du pays, Kara est un carrefour commercial stratégique, renforcé par des infrastructures de transport en développement.



BLITTA

Elle est reconnue pour son potentiel agricole, notamment dans la culture du coton, soja et du maïs, offrant des opportunités pour l'agro-industrie.



ATAKPAMÉ

Cette ville est un carrefour artisanal réputé, notamment pour la fabrication de textiles traditionnels, constituant un pôle pour le développement du secteur artisanal et touristique.



KPALIMÉ

Située dans les montagnes, Kpalimé est un centre touristique majeur, avec des sites naturels attractifs, propices au développement du tourisme écologique et culturel.



ANÉHO

Ancienne capitale coloniale, Aného possède un riche patrimoine historique et culturel, offrant des opportunités pour le tourisme culturel et le développement portuaire.

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE MARKETING TERRITORIAL

Pour promouvoir ces pôles, le MIPI, avec l'appui de la GIZ ProComp, a organisé un atelier de validation de la stratégie de marketing territorial, qui s'est tenu à Lomé le 31 octobre 2024.

Cet atelier a réuni des acteurs publics, privés, des investisseurs et des partenaires de développement pour dévoiler la stratégie et son potentiel. L'objectif était d'examiner les plans visant à attirer les investissements, d'encourager l'innovation dans les secteurs clés et de renforcer

l'attractivité des régions. L'atelier a permis de mettre en lumière les atouts spécifiques de chaque région, de discuter des projets à venir et de faciliter les échanges sur les meilleures pratiques pour intégrer la population locale dans les processus de développement économique.



Ensuite, avec méthode et pédagogie, la stratégie a été présentée aux collectivités locales et autres entités organisés à travers des ateliers organisés dans les différentes régions ciblées par la stratégie. À Atakpamé, le 30 janvier 2025, cet atelier a mis l'accent sur les opportunités liées au secteur artisanal, tout en abordant les possibilités d'industrialisation et de modernisation de l'artisanat pour répondre à la demande sans cesse croissante aux niveaux local et international. 31 janvier 2025, a été le tour de Kpalimé, l'atelier a abordé les possibilités de développement du secteur touristique et de l'artisanat local. Le 3 février 2025, à Blitta, cet atelier a permis d'informer et de recueillir les avis des acteurs locaux et aussi de renforcer l'adhésion des populations aux projets de développement. À Kara, le 4 février 2025, l'atelier a mis en évidence les perspectives de développement pour cette région, notamment en matière d'infrastructures et de commerce. Enfin, Aného a accueilli un atelier le 11 février 2025, qui a souligné les opportunités de développement du secteur touristique et culturel, tout en explorant les enjeux liés à la gestion du patrimoine et au développement du port.

Le Togo, à travers le MIPI et la stratégie de marketing territorial, démontre une volonté forte de diversifier son économie et de promouvoir un développement équilibré sur tout le territoire. En capitalisant sur les atouts spécifiques de ses régions, le pays s'engage sur la voie d'une croissance inclusive et durable, bénéfique pour l'ensemble de ses citoyens. La mise en œuvre de cette stratégie, qui s'appuie sur une série d'ateliers participatifs, renforce les liens entre les acteurs publics et privés. Elle permet également à chaque région de tirer pleinement parti de ses ressources.



TABLEAUX DE BORD DES INVESTISSEMENTS : CHIFFRES-CLÉS, FLUX D'INVESTISSEMENTS ET PROJETS EN COURS

Le Togo, terre d'opportunités : des investissements en plein essor

Depuis 2024, le Togo s'affirme de plus en plus comme une destination de choix pour les investisseurs. Porté par une volonté politique forte, impulsée par le Chef de l'État, le pays a su renforcer son attractivité grâce à une combinaison gagnante : un cadre réglementaire incitatif, des infrastructures modernes et une stabilité reconnue à l'échelle régionale.

Parmi les atouts majeurs du pays, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) illustre la montée en puissance de l'industrialisation togolaise. À cela s'ajoute un cadre législatif favorable, reconnu comme le deuxième plus compétitif de la sous-région, qui facilite l'installation et l'expansion des entreprises.

Le Togo bénéficie également d'une position géographique stratégique avec un accès direct à un marché régional de plus de 350 millions de consommateurs, grâce à son port classé 1er en Afrique de l'Ouest et 4e sur le continent, ainsi qu'à un aéroport international desservant plus de 30 destinations. Il devient une véritable porte d'entrée commerciale pour l'Afrique de l'Ouest.

De plus, les récents accords de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) portent le Togo sur un marché africain de 1,3 milliards de consommateurs.

UNE DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT CONFIRMÉE

Le tableau de bord de l'investissement pour l'année 2024 témoigne de cette dynamique. Pas moins de **37 projets ont été examinés et agréés** par le Comité, dont **22 sous le Code des Investissements (CI), 12 au régime de la Zone Franche (ZF) et 3 au régime spécifique de la Zone Franche Textile et Habillement (ZFTH).**

Ces projets représentent un volume d'investissements prévisionnels de **237,6 milliards FCFA**, pour la création de **4 548 emplois directs**. Ces chiffres traduisent non seulement le dynamisme des régimes incitatifs mis en place, mais aussi la confiance croissante des investisseurs dans les réformes de l'environnement des affaires au Togo.

UNE CROISSANCE PORTÉE PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET NATIONAUX

Les **investissements directs étrangers (IDE)** représentent 66 % du montant total des projets agréés, avec une prédominance dans les secteurs du BTP, de l'agroalimentaire, de l'élevage, de la plasturgie, de l'hôtellerie et de la cosmétique.

En parallèle, les **investissements directs nationaux (IDN)** connaissent une progression notable, représentant **34 %** des projets agréés. Ces investissements, essentiellement portés par des entrepreneurs togolais, se concentrent notamment dans l'agro-industrie et la transformation du plastique, illustrant un engagement fort du secteur privé local.



DES PÔLES DE CROISSANCE QUI SE RENFORCENT

La PIA continue de jouer un rôle moteur, en accueillant **trois nouveaux projets** en 2024, pour un investissement total de **17 milliards FCFA**. Ce site industriel incarne l'ambition du Togo de développer une base industrielle solide, compétitive et intégrée.

Le secteur **textile** retrouve également un regain d'intérêt grâce au régime ZFTH. Les **trois projets agréés en 2024**, tous situés dans la Région Maritime, bénéficient d'exonérations fiscales attractives, notamment de l'Impôt sur les Sociétés, renforçant ainsi l'attractivité du pays pour cette industrie à fort potentiel de main-d'œuvre.

UNE VISION CLAIRE POUR L'AVENIR

Entre 2020 et 2024, le Togo a agréé **181 projets**, pour un montant cumulé de plus de **1 040 milliards FCFA**, générant plus de **21 000 emplois**. Ce parcours impressionnant traduit la solidité de la stratégie nationale en matière d'investissement, et l'ambition claire de faire du pays un **hub industriel régional**, structuré, sécurisé et résolument tourné vers l'avenir.

PERFORMANCES CUMULÉES (2020 – 2024)

 **181 PROJETS** AGRÉÉS

 **+1 040 MILLIARDS FCFA** D'INVESTISSEMENTS

 **+21 000 EMPLOIS** CRÉÉS

ANNÉE 2024 – UNE DYNAMIQUE CONFIRMÉE

 **37 PROJETS** AGRÉÉS

 **237,6 MILLIARDS FCFA** D'INVESTISSEMENTS PRÉVISIONNELS

 **4 548 EMPLOIS DIRECTS** À CRÉER

RÉPARTITION DES SOURCES D'INVESTISSEMENT

 **66 % PROJETS AGRÉÉS VIENNENT DE L'ÉTRANGER (IDE)**
BTP, AGROALIMENTAIRE, ÉLEVAGE, PLASTURGIE, HÔTELLERIE, COSMÉTIQUE

 **34 % PORTÉS PAR DES INVESTISSEURS NATIONAUX (IDN)**
AGRO-INDUSTRIE, TRANSFORMATION PLASTIQUE

FOCUS SECTEUR INDUSTRIEL ET TEXTILE (2024)

 **03 PROJETS INDUSTRIELS** ACCUEILLIS À LA PIA

 **17 MILLIARDS FCFA** D'INVESTISSEMENTS

 **03 PROJETS TEXTILES** AGRÉÉS EN ZFTH DANS LA RÉGION MARITIME



UNE TRAJECTOIRE INDUSTRIELLE QUI S'ACCÉLÈRE



Le paysage industriel togolais vit une dynamique sans précédent. En l'espace de quelques semaines, six nouvelles unités industrielles ont été inaugurées, toutes implantées sur la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). Elles concernent des secteurs stratégiques tels que la santé, l'agro-industrie, les matériaux de construction et le textile, traduisant la volonté du Gouvernement de diversifier la base productive du pays et de créer des chaînes de valeur locales

Ces investissements ont permis de générer plus de 3 000 emplois directs, principalement au bénéfice de la jeunesse togolaise. Ils matérialisent les résultats concrets des réformes engagées pour améliorer le climat des affaires et faire du Togo une destination d'investissement compétitive, intégrée et durable.



DES PROJETS PORTEURS DANS DES FILIÈRES CLÉS

Parmi les projets inaugurés figurent :



FHC MÉDICA
dans le secteur pharmaceutique



NUTRISOURCE
spécialisée dans la fabrication d'engrais



VIVAGE GROUP
dans les matériaux de construction



BENART AFRIQUE ET ATMS
dans la transformation textile



Et tout récemment **STAR GARMENTS**

unité de confection textile destinée à l'exportation, inaugurée le 18 juin 2025 **en présence de son excellence monsieur faure essozimna gnassingbé, président du conseil.**

Avec une capacité d'accueil de plus de **2 000 salariés à terme**, Star Garments symbolise l'ambition du Togo de devenir un **acteur clé de la chaîne de valeur coton-textile-habillement** en Afrique de l'Ouest.

UNE PLATEFORME INTÉGRÉE ET UN ACCOMPAGNEMENT STRUCTURÉ

Tous ces projets bénéficient d'un accompagnement rapproché grâce au guichet unique opérationnel sur la PIA, qui réunit en un même lieu l'ensemble des services publics et institutions d'appui aux investisseurs, y compris

la représentation permanente de l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF).

L'API-ZF intervient à chaque étape du processus :



INFORMATION SUR LES RÉGIMES INCITATIFS ET LE STATUT ZONE FRANCHE,

FACILITATION ADMINISTRATIVE

ORIENTATION VERS LES PARTENAIRES TECHNIQUES

SUIVI PERSONNALISÉ JUSQU'À LA MISE EN PRODUCTION

Cette approche intégrée fait de la PIA un écosystème d'industrialisation fonctionnel, capable d'attirer des investisseurs internationaux tout en maximisant les retombées économiques locales.

VERS UNE INDUSTRIE COMPÉTITIVE, INCLUSIVE ET DURABLE



Le Togo confirme ainsi sa volonté de construire une industrie structurée, compétitive et inclusive, en cohérence avec les objectifs de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Cette dynamique est le reflet d'un pays en mouvement, porté par une vision politique forte, un cadre attractif et un partenariat actif entre les secteurs public et privé.

Le gouvernement a aussi inauguré l'usine textile de Benart Afrique à Datcha le 25 avril 2025. Ce projet, qui produit des tenues pour les forces de défense et de sécurité, est un élément clé de l'industrialisation du pays. Il a permis la création de plus de 200 emplois directs et 600 emplois indirects, principalement au bénéfice des jeunes et des femmes de la région. La cérémonie présidée par Son Excellence Madame le Premier Ministre et le Président de l'Assemblée Nationale a rassemblé des personnalités gouvernementales et des partenaires économiques.

Ces projets illustrent la volonté du gouvernement d'encourager l'industrialisation du Togo, en diversifiant l'économie, en valorisant les ressources locales et en créant des opportunités d'emploi. Ils s'inscrivent également dans le cadre des célébrations du 65e anniversaire de l'indépendance du Togo et témoignent de l'engagement du gouvernement à soutenir une industrialisation inclusive.

Cap sur une industrialisation inclusive et durable : des travaux structurants entre le Ministère en charge de l'Industrie et l'ONUDI



Parce que l'industrialisation d'un pays est avant tout un projet de transformation profonde et durable, le Togo avance avec méthode, conviction et alliances stratégiques. C'est dans cet esprit que le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), pour la co-construction d'un Programme Pays (PP). Ce processus vise à jeter les bases d'un cadre d'intervention cohérent et structurant, susceptible d'accélérer l'industrialisation inclusive et durable du pays. Il mobilise l'expertise multidisciplinaire de l'ONUDI et favorise une coordination stratégique entre les différents acteurs impliqués.

Fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement togolais et l'ONUDI, le Programme Pays est conçu comme un cadre intégré de coopération stratégique, ancré dans les priorités nationales et porté par un partenariat multipartite. Il s'agit d'un levier structurant qui capitalise à la fois sur l'expertise technique, les capacités de mobilisation de ressources et la fonction de mise en synergie de l'ONUDI, pour soutenir la mise en œuvre d'initiatives industrielles à fort impact.

Le PP du Togo répond à une ambition forte du gouvernement d'inscrire l'industrialisation du pays dans une logique durable, inclusive et compétitive, en cohérence avec l'Objectif de Développement Durable (ODD) 9 consacré à l'innovation, aux infrastructures résilientes et à l'industrialisation durable.

Aussi, les composantes du programme conçues dans une approche holistique englobent tant, le renforcement de la gouvernance industrielle et du capital humain, la promotion des chaînes de valeur agro-industrielles, le déploiement de solutions énergétiques innovantes, que la mobilisation des ressources.

Parce que l'industrialisation d'un pays est avant tout un projet de transformation profonde et durable, le Togo avance avec méthode, conviction et alliances stratégiques. C'est dans cet esprit que le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), pour la co-construction d'un Programme Pays (PP). Ce processus vise à jeter les bases d'un cadre d'intervention cohérent et structurant, susceptible d'accélérer l'industrialisation inclusive et durable du pays. Il mobilise l'expertise multidisciplinaire de l'ONUDI et favorise une coordination stratégique entre les différents acteurs impliqués.

Fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement togolais et l'ONUDI, le Programme Pays est conçu comme un cadre intégré de coopération stratégique, ancré dans les priorités nationales et porté par un partenariat multipartite. Il s'agit d'un levier structurant qui capitalise à la fois sur l'expertise technique, les capacités de mobilisation de ressources et la fonction de mise en synergie de l'ONUDI, pour soutenir la mise en œuvre d'initiatives industrielles à fort impact.

Le PP du Togo répond à une ambition forte du gouvernement d'inscrire l'industrialisation du pays dans une logique durable, inclusive et compétitive, en cohérence avec l'Objectif de Développement Durable (ODD) 9 consacré à l'innovation, aux infrastructures résilientes et à l'industrialisation durable.

Source : Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Industrie et de la
Promotion des Investissements



Bureau de
Restructuration
et de Mise à Niveau

OFFRE DE DIAGNOSTIC & D'ÉLABORATION DE PLANS DE MISE À NIVEAU DES TPME

*Transformez votre entreprise,
atteignez de nouveaux
sommets !*



UN DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE SUR MESURE

Identifiez vos atouts, vos faiblesses et vos opportunités de croissance.

PLAN DE MISE À NIVEAU PERSONNALISÉ ASSORTI DE PLAN D'AFFAIRES

une feuille de route claire, réaliste et structurée pour guider votre entreprise.

APPUI TECHNIQUE DE PROXIMITÉ

Des experts à vos côtés pour concrétiser vos projets de modernisation.

APPUI À LA RECHERCHE DE FINANCEMENT

Du diagnostic à l'action : investissements matériels, et immatériels.

* Offre entièrement prise en charge par le BRMN



Boulevard Léopold Sédar Senghor
16 B.P : 352 Lomé - TOGO
Tel.: (+228) 22 26 60 15 / 98 51 82 82
info@brmn.tg | www.brmn.tg



DE L'AMBITION À LA RÉALITÉ : LE TOGO S'AFFIRME PROGRESSIVEMENT COMME "PÔLE INDUSTRIEL".



Le secteur industriel togolais représente aujourd'hui un levier stratégique de croissance et de diversification économique. Contribuant à plus de 20 % du PIB national selon les dernières estimations, il s'appuie sur un tissu d'entreprises variées opérant dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile, de la chimie, de la transformation des matériaux, des matériaux de construction et de l'énergie. Ce socle est soutenu par des infrastructures industrielles en développement, telles que les zones industrielles d'Adétikopé (PIA), de Lomé et de Kara.

La croissance industrielle se confirme. Selon les données communiquées par le Ministère de l'Économie et des Finances, l'indice de production industrielle a enregistré une hausse de 10,5 % en janvier 2025, dans la continuité de la progression de 11 % observée en décembre 2024. Cette dynamique traduit une reprise vigoureuse de l'activité industrielle, favorisée par l'amélioration de l'environnement des affaires et par les incitations fiscales mises en place par l'État. Elle attire aussi l'attention sur la nécessité de consolider les acquis.

Pour soutenir cette trajectoire, le gouvernement togolais a finalisé en février 2025 une nouvelle **Politique Nationale de l'Industrie (PNI)**. Ce document d'orientation du secteur industriel, élaboré avec l'appui du Tony Blair Institute et aligné sur la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, fixe comme objectif de porter la contribution de l'industrie manufacturière à 25 % du PIB d'ici 2040. La PNI est en attente d'adoption formelle par les autorités compétentes.

Cette politique s'organise autour de plusieurs axes : le développement de chaînes de valeur compétitives, la promotion des exportations industrielles, la création de pôles de compétitivité régionaux, et le renforcement des compétences techniques. Elle prévoit également des mesures transversales pour l'accès à l'énergie, au financement, et à l'innovation technologique.

La Zone Franche togolaise joue un rôle clé dans cette politique industrielle. Elle regroupe plus de 60 entreprises actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile, de la plasturgie, des produits pharmaceutiques et de la logistique. À elle seule, elle a contribué à la création de plus de 16 000 emplois directs au cours des 10 dernières années.

Ces initiatives reflètent l'engagement du Togo à s'inscrire dans une logique d'industrialisation durable, capable de stimuler l'emploi, d'accroître les exportations à valeur ajoutée, et de renforcer la résilience économique du pays face aux chocs extérieurs.

CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE NATIONALE



Secteur industriel
+20 %
du PIB national

PIA : UN MOTEUR POUR ACCÉLÉRER L'INDUSTRIALISATION : FOCUS SUR LA PIA ET SON ÉTAT D'AVANCEMENT

Quelques années après son inauguration, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) est devenue un symbole fort de l'ambition industrielle togolaise. Lancée en 2021 et inscrite dans la feuille de route gouvernementale 2020–2025, elle incarne la volonté de moderniser et de dynamiser le secteur industriel du pays. L'initiative vise à favoriser la création d'emplois, la diversification de l'économie et la promotion des investissements nationaux et étrangers.

La PIA s'est donnée pour mission d'accélérer la croissance économique à travers trois objectifs déterminants :



i INDUSTRIALISER LES CHAÎNES DE VALEUR NATIONALE

Cette stratégie répond à une vision de long terme, destinée à positionner le Togo comme une destination de choix pour les investisseurs et à stimuler le développement de secteurs innovants et complémentaires.

Implantée à proximité du port autonome de Lomé, la PIA bénéficie d'une situation géographique avantageuse. Cette proximité avec un hub logistique de taille permet une connexion fluide avec les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Le positionnement du site est un atout indéniable pour la réception de matières premières et la distribution des produits, assurant ainsi une compétitivité accrue pour les entreprises installées.

Le site de la PIA réunit une diversité de secteurs stratégiques. On y trouve des installations dédiées au textile, aux cosmétiques, à la transformation agroalimentaire, aux matériaux de construction, à la pharmaceutique et à la mobilité électrique. Cette diversité sectorielle favorise la synergie entre les filières et permet le développement d'un écosystème industriel intégré ca-

ii FAVORISER L'EXPORTATION DES PRODUITS LOCAUX

pable de répondre aux exigences d'un marché globalisé.

Les investissements prévus pour la PIA dépassent les 17 milliards de FCFA, annonçant une ambition de grande envergure avec un potentiel de création de 1 158 emplois directs. Ces chiffres témoignent de l'impact économique significatif que le projet peut générer. Des entreprises locales et internationales s'y implantent, apportant avec elles innovation, expertise et savoir-faire, conditions essentielles pour un développement industriel durable.

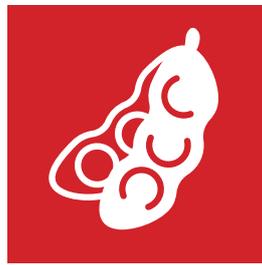
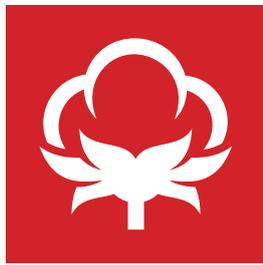
Au-delà de sa contribution au développement économique, la PIA s'affirme comme un acteur engagé sur le plan social. Le projet a récemment permis d'édifier des infrastructures au profit de l'école primaire publique d'Adétikopé-Centrale, soulignant ainsi son rôle actif dans l'amélioration du cadre de vie et dans le soutien aux communautés locales. Ce double objectif, économique et social, renforce l'image de la PIA comme un modèle de développement inclusif.

iii OPTIMISER L'ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES POUR DES INVESTISSEMENTS RENTABLES

Le succès de la PIA repose également sur de solides partenariats internationaux. Intégrée dans la stratégie d'Arise IIP, la plateforme bénéficie d'un soutien financier conséquent. En effet, le groupe Arise IIP a levé plus de 450 millions de dollars pour accélérer le développement de zones industrielles intégrées en Afrique. Ce financement, salué par de nombreuses institutions financières, atteste de la robustesse du modèle et de la confiance accordée aux acteurs impliqués.

La réussite de la PIA illustre la capacité du Togo à se positionner comme une destination industrielle de choix. Grâce à sa localisation stratégique, son écosystème multisectoriel et son engagement social, la plateforme contribue non seulement à la croissance économique du pays, mais aussi à l'amélioration des conditions de vie des populations locales. Elle renforce par ailleurs la crédibilité du Togo sur la scène internationale, établissant un modèle de développement qui pourrait inspirer d'autres pays de la région à adopter des approches similaires pour un avenir plus prospère.

Transformation: Des filières en plein essor : Coton, soja, l'ananas, etc



Le Togo est un pays essentiellement agricole. L'agriculture togolaise est caractérisée par la production des céréales (maïs, sorgho, mil, riz et fonio), des racines et tubercules (manioc, igname, taro et patate douce), des légumineuses (Niébé, arachide, voandzou et soja), des cultures de rentes telles que le café, le cacao, le cajou et le coton. En ce qui concerne la richesse fruitière, elle est impressionnante, offrant une grande diversité de produits tels que l'ananas, l'avocat, la banane, les agrumes, la mangue et la papaye. Cette abondance naturelle constitue un atout majeur pour le développement du secteur agroalimentaire.

L'agriculture occupe plus de 65% de la population active. Elle contribue à plus de 40% au produit intérieur brut (PIB). Naturellement, le secteur a pris une bonne place dans le précédent programme quinquennal du Togo (l'Axe 2 du Plan National de Développement, PND, qui a couru de 2018 à 2022). L'axe 2 du PND centré sur le développement de pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives a permis la mise en place de plusieurs projets structurants au rang desquels on note aujourd'hui l'agropole de Kara et la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). Dans la même dynamique, le PND a été suivi de l'adoption de la feuille de route gouvernementale (FDR 2020-2025) qui est un réajustement du PND post COVID-19. La FDR est déclinée en 42 projets et réformes prioritaires.

Cette Feuille de route est le cadre de référence en matière de développement qui entend concilier et traduire les ambitions d'émergence et de développement durable à travers la transformation structurelle de l'économie et la professionnalisation des différents secteurs des chaînes de valeurs, l'accélération de la croissance, la réduction de la pau-

vreté et des inégalités et la préservation de l'environnement. Sa mise en œuvre a suscité l'engouement de tous les acteurs intervenant dans le secteur agricole à se mobiliser en vue de l'atteinte de ces objectifs.

Grâce à l'impulsion donnée par les divers plans de développement, l'agro-industrie togolaise a bénéficié d'un essor considérable, renforçant son expansion et sa compétitivité.

En effet, les réformes entreprises par le gouvernement et les mesures incitatives mises en place ont donné naissance à plusieurs des initiatives de transformation des matières premières agricoles au plan local.

L'agro-industrie togolaise connaît une dynamique de croissance soutenue, portée par des filières stratégiques qui renforcent l'économie locale et favorisent l'exportation. Le coton, le soja et l'ananas sont trois piliers de cette transformation, bénéficiant d'investissements directs nationaux et d'investissements directs étrangers.

LE COTON DU TOGO : UNE VALORISATION ACCRUE POUR L'INDUSTRIE TEXTILE

L'or blanc du Togo est un atout non négligeable pour l'industrialisation du Togo. Persuadé de son importance, le gouvernement a inscrit au cœur de sa politique de développement industriel, la transformation du coton, notamment à travers la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA).



La PIA est issue d'un partenariat public privé (PPP) développé entre le Togo et le groupe ARISE IIP. Elle ambitionne de s'imposer comme une zone industrielle de premier plan à l'échelle mondiale, créant un environnement propice à la transformation du coton brut local en textile, favorisant ainsi une production compétitive et durable. La PIA est donc appelée à devenir une zone industrielle de classe mondiale. Elle abrite non seulement un parc textile mais aussi un centre de formation aux métiers de la confection. L'usine s'occupe de l'approvisionnement des matières premières et de tous les autres maillons de la chaîne de valeur textile.

La production du coton est essentiellement l'œuvre de nos vaillants producteurs togolais d'environ 150 000 et l'encadrement technique pour l'amélioration de la productivité est l'apanage de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT).

Malgré l'invasion des jassides ces dernières années, les acteurs agricoles du secteur se sont très vite organisés pour développer des méthodes résilientes et de maîtrise de ces ennemis envahisseurs. Cette lutte a permis à la production de reprendre sa courbe exponentielle en témoigne les informations contenues dans le tableau suivant :

SPÉCULATION	MOYENNE 2018-2022	2022-2023	2023-2024
COTON	83 609	46 549	70 045

Une partie de cette production est transformée localement en vue de réduire la dépendance aux importations textiles.

De plus, grâce à sa situation géographique stratégique, le Togo constitue un point de connexion essentiel entre les pays du Sahel et le port autonome de Lomé. Cette position privilégiée assure, en cas de nécessité, un acheminement fluide d'une partie des matières

premières en provenance du Sahel vers le parc textile de la PIA, renforçant ainsi l'efficacité logistique et le dynamisme du secteur.

Cela se manifeste par l'intérêt croissant des investisseurs qui se précipitent pour explorer les opportunités offertes par la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, témoignant ainsi de son attractivité et de son potentiel économique.

À ce rythme, il est évident que le secteur textile togolais se dirige vers un avenir prometteur et florissant, porté par une dynamique de croissance exceptionnelle.



LE SOJA : UN LEVIER DE CROISSANCE POUR L'AGRO-INDUSTRIE

La Filière soja du Togo, est l'une des filières agricoles la mieux organisée et la plus dynamique au Togo. Elle est structurée en interprofession mise en place par les acteurs et le gouvernement Togolais à travers le ministère de l'agriculture vue l'intérêt que cela revêt pour le pays.



Cette filière gérée par les membres opérants et officiellement reconnus par les textes règlementaires, fait ses preuves depuis quelques années et est priorisée dans les orientations stratégiques de l'État compte tenu du potentiel qu'elle représente sur le plan socio-économique de notre pays.

Trois grandes familles d'acteurs à savoir (i) la Fédération Nationale des Coopératives Productrices du Soja (FNCPS), (ii) l'Association Togolaise des Transformateurs du Soja (ATTS) et (iii) l'Association Nationale des Commerçants - Exportateurs de Soja (ANCES), constituent le Conseil Interprofessionnel de la Filière Soja du Togo (CIFS). Il est une organisation créée en 2018 dans le but de renforcer et de professionnaliser la filière du soja au Togo.

Notons que le maillon le mieux structuré qui confère au CIFS sa professionnalisation est celui des commerçants exportateurs, nommé ANCES. Il com-

prend en son sein 272 membres dont 213 acheteurs et 59 exportateurs ; 12% de ces sociétés sont détenues par les femmes.

Le CIFS avec les ministères en charge du Commerce (MCACL) et de l'Agriculture (MAHVDR), composent le Comité de coordination de la filière soja (CCFS). Ce comité, en collaboration avec le CIFS-Togo, est responsable non seulement de la délivrance des agréments mais aussi du lancement de la campagne de commercialisation du soja chaque année.

Les producteurs de soja togolais bénéficient d'un prix minimum garanti fixé par le CIFS à l'issue des travaux en équipe passant en revue les charges d'exploitation des producteurs. Soulignons que toutes les trois familles sont impliquées dans cet exercice qui se veut être utile à tous les acteurs.

Cette organisation rigoureuse et méti-

culeuse autour du soja en témoigne de la dynamique et de la vivacité au sein de ladite filière.

L'opportunité que présente la filière a suscité un vif intérêt non seulement auprès du gouvernement mais aussi et surtout auprès des partenaires techniques et financiers.

C'est ainsi que la GIZ PROCIV, la fondation avril, les projets structurants comme le PAIEJ-SP, les mécanismes de facilitation de financement mis en place par l'état (MIFA, ANPGF, FAIEJ, etc..) et les banques se sont montrés favorables aux appuis technico financiers de la filière.

Ces différents appuis ont fait augmenter à une allure exponentielle la production nationale comme le témoigne le tableau suivant qui résume les données ventilées par la direction de la statistique, de l'information et de la documentation (DSID).

SPÉCULATION	MOYENNE 2018-2022	2022-2023	2023-2024
SOJA	138 018	236 450	264 002

Ce volume important de soja produit aussi bien qu'en bio qu'en conventionnel, est l'œuvre de tous les acteurs (producteurs, agrégateurs, transformateurs, banques, etc.).

Cet atout important de disponibilité de graine de soja en quantité a motivé les investisseurs à mettre en place sur le site de la PIA deux grandes usines de trituration du soja : **Togo Soja & Togo Organics**. Ces usines ont une capacité de transformation annuelle de 240 000 tonnes. D'autres investisseurs également ont accompagné la dynamique d'industrialisation en mettant en place des usines de

transformation de soja. C'est le cas de ETG Togo, Soycaïn, Agroplus et bien d'autres. Les principaux produits finis mis en marché à l'issue de la transformation sont **l'huile de soja, tourteaux de soja, farine de soja, lait de soja etc.**

La filière soja devient alors non seulement une source significative de devises pour notre pays mais elle joue également un rôle crucial dans notre sécurité alimentaire et dans notre industrialisation. Le soja, riche en protéines, est un aliment essentiel tant pour les humains que pour les animaux.

Le soja, une filière prometteuse qui laisse entrevoir des projets d'envergure à l'horizon.



L'ANANAS : UN PRODUIT PHARE DE L'EXPORTATION ET DE LA TRANSFORMATION

La filière ananas connaît un essor remarquable ces dernières années dans notre pays le Togo. Entre 2017 et 2019, la production d'ananas au Togo est passée de 27 000 tonnes à 30 149 tonnes. En 2022 cette production est passée à 44 391 tonnes.



Portées par une volonté politique clairement affichée et un appui des partenaires techniques et financiers au rang desquels, l'Union européenne et la GIZ, plusieurs actions ont été orientées en faveur du développement de la filière. La GIZ (Coopération allemande) à travers son Programme de Développement Rural et Agriculture (ProDRA) a permis d'organiser et de structurer les producteurs à la base, partant des coopératives en fédération en passant par des unions coopératives. De ce programme découle le « Projet d'Appui à l'Amélioration de la Compétitivité de la Filière Ananas au Togo » (ProCAT), qui s'est déroulé entre 2018 et 2022 et qui s'est beaucoup plus accentué sur la transformation de l'ananas en plusieurs produits dérivés. Ces initiatives ont contribué à structurer et renforcer la filière ananas au Togo, en stimulant la production et en améliorant la compétitivité sur les marchés national, régional et international. Toujours dans la même optique de faire rayonner la filière ananas, plusieurs autres initiatives s'en sont suivies. Il s'agit de la mise en œuvre du plan d'action national pour le développement de la filière fruit et légumes ainsi que le lancement du programme de promotion de la compétitivité du secteur privé au Togo (PROCOMP).

Pour une meilleure synergie d'action autour de la filière et dans l'ultime but de renforcer sa durabilité, un Conseil Interprofessionnel de la Filière Ananas au Togo (CIFAN-Togo) a été mis en place en novembre 2019. Les producteurs d'ananas sont organisés en fédération nationale dénommée Fédération Nationale des Coopératives Productrices d'Ananas du Togo (FENACOOPTAT). Avant de former leur fédération, ils se sont constitués à la base en coopératives et en unions de coopératives. Les transformateurs et les exportateurs sont organisés respectivement en Association des transformateurs d'ananas du Togo (ATAT) et Association des exportateurs d'ananas du Togo (AEAT). Les trois organisations de producteurs, de transformateurs et d'exportateurs forment le Conseil interprofessionnel de la filière ananas au Togo (CIFAN-Togo).

Cette filière emploie plus de 3200 producteurs et génère environ 6 milliards de FCFA de revenus par an. Deux principales zones agroécologiques font objet de culture d'ananas au Togo ; il s'agit de la zone maritime (notamment à Ahepé, Tchekpo, Gbatope, Adangbe, Dzolo, Badja) et la région des plateaux dont Plateaux Est (Atakpamé et Atchokou) et la zone des plateaux Ouest (Danyi Blifou, Ounabè). Cependant, la culture d'ananas a été introduite dans la partie Sud-est de la région centrale (Blitta) en 2019 (ProCAT, 2022). Les deux systèmes de production pratiqués sont la culture conventionnelle et la culture biologique. Les variétés principales cultivées au Togo sont la Cayenne lisse et le Brazza (ou pain de sucre), prisées pour leur qualité et leur goût.

Le Brazza, de chair blanche, est plus sucré et plus juteux. Il est plutôt utilisé pour les marchés locaux et régionaux, quelques fois pour le marché international. Cependant, la Cayenne lisse, préférée pour la transformation, est le plus

souvent destiné au marché international que ce soit en frais ou en séché.

Le nombre de Micro, Petite et Moyenne Entreprises (MPME) intervenant dans la transformation et exportation est passé de moins de 30 à une cinquantaine entre 2017 et 2022. Environ 52% de l'ananas est exporté en frais ou sous forme de produits transformés pour les produits biologiques vers l'Europe ou sur le marché régional. SETRAPAL, JUS DELICE, TROPIC BIO PRODUCTION, JUNABIO, AGRO-FOOD, JULADO REHOBOTH, RIMOUSKI, ALL BIO Togo sont les quelques entreprises de transformation parmi tant d'autres sur le territoire national. L'ananas togolais est transformé en jus, en séchés ou en confitures.



La filière ananas offre des perspectives intéressantes pour l'économie agricole togolaise à condition que les acteurs se mobilisent pour la renforcer. L'ananas togolais est préféré à celui des pays concurrents voisins pour son arôme et son goût. Le pays dispose d'une capacité d'extension de la culture d'ananas et d'un créneau sur le marché des produits biologiques en forte demande.

Cependant, des défis subsistent, tels que l'accès limité aux financements, le manque d'infrastructures d'approvisionnement et de stockage. La stabilité de la production demeure un grand défi, les productions dépendent en grand partie, des variations et aléas climatiques. Malgré cela, le potentiel de croissance reste élevé, notamment grâce à la demande croissante pour les produits biologiques.

Une stratégie nationale de développement des chaînes de valeurs de la filière ananas a été adoptée en 2022 qui est le fruit de la volonté du gouvernement et des acteurs directs de se doter d'un outil stratégique qui balise les perspectives de la chaîne de valeurs ananas biologique au Togo sur la période 2023-2030. Ladite stratégie vise à porter la production nationale à 87000 à l'horizon 2030, transformer au moins 75% de la production contre 52% actuellement, garantir 2 000 emplois permanents bien rémunérés, générer 12 000 emplois temporaires.

Le rôle stratégique du port de Lomé dans les échanges sous-régional et international.

Principal point d'entrée maritime du Togo depuis 1967, le Port Autonome de Lomé (PAL) occupe une place stratégique dans l'économie de l'Afrique de l'Ouest. Grâce à sa position géographique avantageuse sur la côte du Golfe de Guinée et à ses infrastructures modernes, résultant d'une volonté politique affirmée, il joue un rôle de premier plan dans les échanges commerciaux, tant sous-régionaux qu'internationaux.

UN POSITIONNEMENT GÉOGRAPHIQUE STRATÉGIQUE

Situé à la croisée des routes maritimes majeures et proche des pays enclavés tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le PAL constitue un carrefour logistique essentiel pour la sous-région. Il offre un accès direct à la mer pour ces pays, facilitant ainsi le transit des marchandises et réduisant les coûts logistiques. Ce positionnement renforce sa vocation de hub régional, au service des économies voisines.

DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES MODERNES ET COMPÉTITIVES

Le PAL est le seul port en eau profonde de la sous-région capable d'accueillir des navires de grande capacité sans opérations de dragage régulières. Doté d'un terminal à conteneurs de dernière génération, exploité par des opérateurs de premier plan comme Lomé Container Terminal (LCT). Il garantit une rapidité de traitement des marchandises, un haut niveau de

sécurité, et des services conformes aux standards internationaux.

En matière de prestations portuaires dans la sous-région ouest africaine, le PAL maintient sa position stratégique de premier plan avec un trafic de 1,91 million Équivalent Vingt Pieds (EVP). Cette performance place le Togo au cinquième rang en Afrique après les ports de Tanger Med au Maroc (8,61 millions EVP), Saïd en Egypte (4,44 millions EVP), Durban en Afrique du Sud (2,54 millions EVP) et Damietta en Egypte (1,97 millions EVP). Au plan mondial, le Togo occupe la 93^e position, devant des installations portuaires de renom telles que le port de Yeosu Gwangyang en Corée du Sud, Lázaro Cárdenas au Mexique, Southampton au Royaume-Uni et Shantou en Chine.

Par ailleurs, les efforts de modernisation des services portuaires, incluant la digitalisation des procédures douanières et la mise en place d'un guichet unique, renforcent l'efficacité opérationnelle et la transparence des opérations portuaires.

UN MOTEUR POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Au-delà de sa fonction logistique, le PAL est un instrument d'intégration économique régionale. Il facilite les échanges commerciaux intra-africains en soutenant les corridors de transport régionaux et en favorisant la libre circulation des marchandises au sein de la CEDEAO. Ces échanges commerciaux sont de même soutenus par les accords de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) visant à renforcer les échanges intra-africains.

En servant de plateforme pour les produits locaux, il contribue également à la valorisation des chaînes de valeur agricoles et industrielles dans la sous-région.

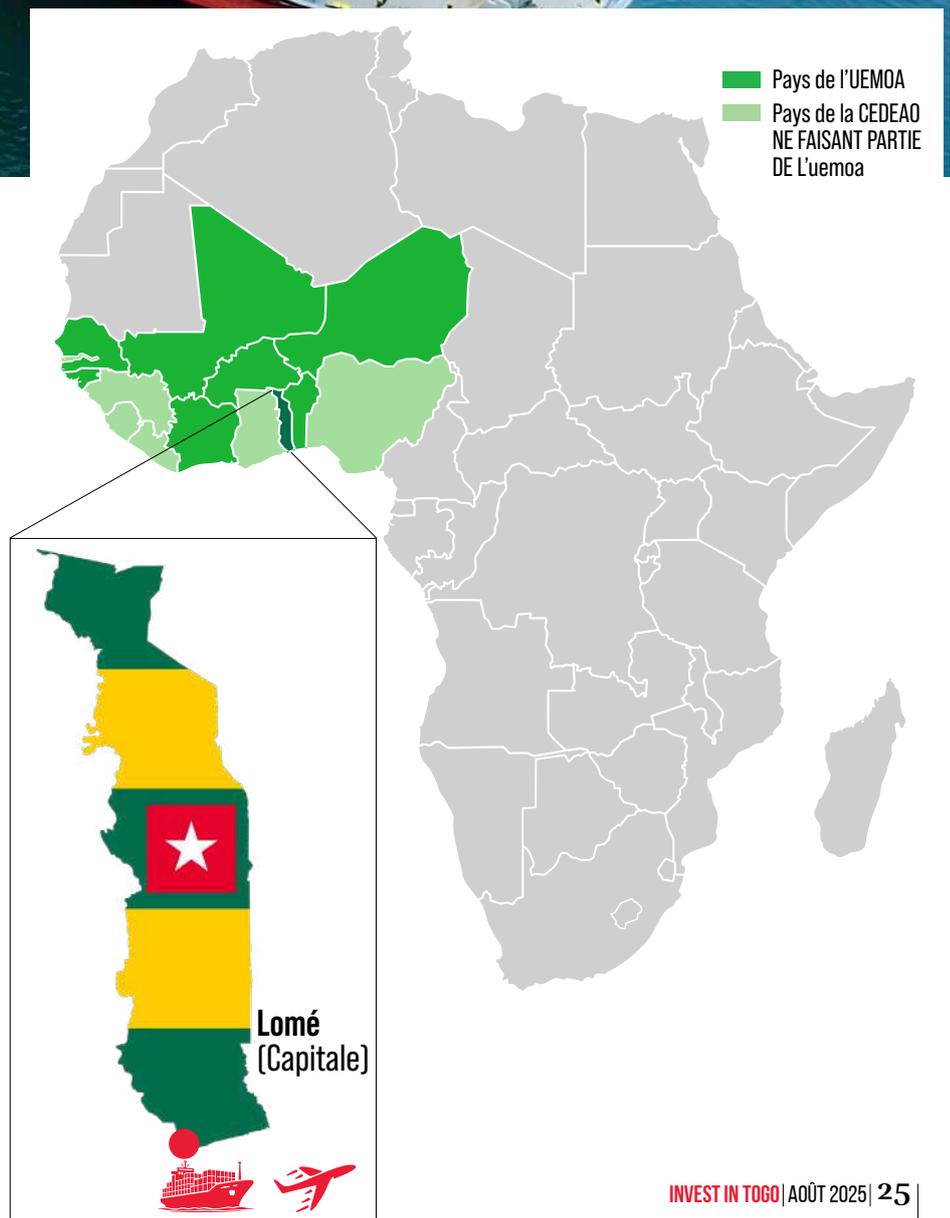
LE PAL EST LE SEUL PORT EN EAU PROFONDE DE LA SOUS-RÉGION CAPABLE D'ACCUEILLIR DES NAVIRES DE GRANDE CAPACITÉ SANS OPÉRATIONS DE DRAGAGE RÉGULIÈRES



UNE OUVERTURE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le Port Autonome de Lomé est une passerelle vers les marchés internationaux. Grâce à ses connexions avec des lignes maritimes internationales, il permet aux entreprises togolaises et ouest-africaines d'exporter leurs produits vers l'Europe, l'Asie, les Amériques et d'importer les biens nécessaires à la production et à la consommation. Cette connectivité renforce la compétitivité du Togo et soutient l'attractivité du pays en tant que destination intéressante pour les investissements étrangers.

En somme, le Port Autonome de Lomé ne se limite pas à être une simple infrastructure maritime. Il est un véritable levier de développement économique pour le Togo et la sous-région ouest-africaine. En jouant à la fois le rôle de plateforme logistique moderne, de moteur d'intégration régionale et de point d'ouverture au commerce mondial, il s'impose comme un pilier stratégique des échanges économiques à l'échelle régionale et internationale.



Interviews exclusives avec des entrepreneurs togolais à succès et des décideurs économiques.



FOCUS

sur quelques entrepreneurs qui façonnent l'économie togolaise



Kodjo Aïd OTOU, ingénieur en génie civil, expert en stratégie d'entreprise, diplômé de HEC Paris

BTP, Technologie et Innovation : EDOLE Africa et une Startup Togolaise en Première Ligne

Pourriez-vous vous présenter et nous faire la genèse de votre entreprise ?

Je suis Kodjo Aïd OTOU, ingénieur en génie civil, expert en stratégie d'entreprise, diplômé de HEC Paris. Mon parcours a démarré sur les chantiers, les pieds dans la poussière et l'esprit concentré sur la performance.

J'ai d'abord créé deux entreprises dans la construction classique : Africaine de Construction puis Archange Construction. Rapidement, j'ai perçu les failles structurelles du secteur au Togo et dans la sous-région : manque de coordination, opacité, délais non maîtrisés.

En 2020, j'ai lancé EDOLE AFRICA, une entreprise technologique panafricaine dédiée au BTP. Notre plateforme digitale structure l'offre du secteur en connectant main-d'œuvre qualifiée, matériaux et expertise, en quelques clics.

C'est notre réponse à un enjeu universel : rendre le BTP plus rapide, plus fiable et plus transparent.

Quelle est l'histoire derrière le nom de votre entreprise et qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer ?

« Edolé » signifie « il y a du travail » en ewe, une langue locale togolaise. En choisissant ce nom, j'ai voulu envoyer un signal clair : le travail existe, mais il faut le structurer.

Le projet est né de deux sources majeures :

- Un héritage familial : mon père a été un acteur majeur du BTP au Togo. J'ai grandi dans cette culture du travail bien fait, mais aussi dans la conscience de ses limites dans un environnement peu structuré.
- Une frustration personnelle : plus de 70 % des projets de construction souffrent de retards, de malfaçons ou d'abandons. Pendant ce temps, des milliers de professionnels qualifiés restent sans visibilité ni opportunité.

EDOLE AFRICA est née de cette volonté de connecter l'offre et la demande de manière fluide, en modernisant le secteur de l'intérieur

Comment votre entreprise répond-elle à un besoin spécifique au Togo, et quelle est votre approche du « Made in Togo » ?

Le besoin est clair : mieux construire, plus vite, avec les bonnes ressources et les talents locaux.

EDOLE AFRICA apporte une solution concrète à un problème structurel. Grâce à notre plateforme, nous centralisons :

- La location d'équipements certifiés (grues, échafaudages, compacteurs, étais, etc.) ;
- La mise en relation avec des ouvriers et techniciens qualifiés ;
- La vente de matériaux (ciment, sable, gravier, peinture...).

Notre approche du « Made in Togo » est pragmatique : la plateforme a été entièrement développée au Togo, par des développeurs, techniciens et partenaires locaux.

Pour nous, la transformation locale n'est pas un slogan, c'est une pratique quotidienne.

Que pensez-vous de l'environnement des affaires au Togo aujourd'hui ?



Le Togo bénéficie d'atouts stratégiques majeurs :

- un positionnement géographique central et stratégique en Afrique de l'Ouest ;
- un port en eau profonde de premier rang ;
- la présence de sièges d'institutions régionales et internationales.

Des réformes fiscales et réglementaires ont été engagées ces dernières années, notamment avec les agréments au Code des Investissements, dont EDOLE AFRICA a bénéficié.

Mais le défi principal reste l'accompagnement des PME locales, sur le plan fiscal, social et structurel.

Comme le rappelle souvent le Président de l'AGET, Monsieur Jonas A. DAOU :

“
Pour
renforcer un
écosystème,
il faut des
PME fortes.
”



En quoi votre activité participe-t-elle au développement durable, à la création d'emplois et à l'inclusion sociale ?

Notre impact est triple :

Social & emploi :

Depuis nos débuts, nous avons permis la création de plus de 8 000 emplois directs et 3 000 indirects dans les métiers du BTP (maçons, coffreurs, échafaudiers, etc.).

Ces profils, souvent invisibles, sont désormais répertoriés, visibles et valorisés sur notre plateforme.

Inclusion financière :

Nos ouvriers peuvent être payés via mobile money, suivre leur historique, être notés, accéder à des produits financiers.

C'est un premier pas vers la bancarisation et une autonomie économique durable.

Environnement :

Notre modèle repose sur la location partagée d'équipements, ce qui réduit les achats inutiles, les déplacements logistiques et donc l'empreinte carbone.

Nous misons sur une efficacité collective avec un fort levier écologique.

Quelles sont les difficultés rencontrées et comment les avez-vous surmontées ?

Le principal obstacle a été le financement initial.

J'ai démarré avec mes fonds propres, tout en portant une dette de plus de 40 millions FCFA, héritée de mes deux premières entreprises.

Il a fallu négocier avec les créanciers,

convaincre les premiers clients, mobiliser des collaborateurs, et surtout, prouver que l'innovation pouvait venir d'ici.

La clé : une vision claire, une équipe alignée et des résultats visibles rapidement.

Chantier après chantier, nous avons démontré la valeur de notre solution. C'est cette approche pragmatique et rigoureuse qui a construit notre crédibilité.

Enfin, je tiens à saluer la contribution exceptionnelle de notre équipe jeune, volontaire et travailleuse, qui a su épouser rapidement une vision globale ambitieuse. Leur implication a été déterminante dans chaque étape de notre parcours.

À chacun d'eux, je dis sincèrement merci.

Le mot de la fin : vos perspectives à court, moyen et long terme ?

Notre cap est clair :

Court terme :

Renforcer notre présence dans les trois pays actuels (Togo, Bénin, Côte d'Ivoire), avec un maillage régional complet et des partenaires locaux fiables.

Moyen terme :

Accélérer notre expansion sous-régionale. D'autres pays suivront.

L'objectif : devenir le leader ouest-africain de la logistique BTP digitalisée.

Long terme :

Lancer la première banque digitale du BTP : un guichet unique per-

mettant de piloter un projet de construction de A à Z (devis, financement, suivi, livraison) avec transparence et efficacité.

Notre boussole reste la même : structurer le secteur. Connecter les savoir-faire. Valoriser le travail. Moderniser de l'intérieur.

Je remercie chaleureusement l'équipe de rédaction de ce magazine ainsi que le Ministre de la Promotion de l'Investissement et de l'Industrie du Togo pour cette initiative.

Donner la parole aux entrepreneurs, c'est reconnaître leur rôle central dans la construction d'une économie résiliente, moderne et inclusive.

Merci pour cette tribune.



“ Depuis nos débuts, nous avons permis la création de plus de 8 000 emplois directs et 3 000 indirects dans les métiers du BTP. ”



Haute autorité de la qualité
et de l'environnement



Faites certifier vos produits pour conquérir de nouveaux marchés !

Comité togolais d'agrément (COTAG), structure technique de la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE), votre partenaire de confiance pour la certification.

Organisme national accrédité par le Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC), le COTAG garantit la conformité de vos produits aux exigences de la norme internationale ISO/IEC 17065:2012.

Avec les marques de conformité aux normes togolaises, CEDEAO, africaines, le COTAG vous ouvre les portes du marché de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine

Certifier vos produits, c'est gagner la confiance des consommateurs et accéder à de nouveaux marchés!



MARQUE TOGOLAISE DE
CONFORMITE AUX NORMES



+228 22 55 35 54 / 90 15 69 95

secretariat@hauqe.tg

05 BP 832, Cacaveli, Lomé-Togo

www.hauqe.tg

ATTIVI FOLLY CARLOS MAGNUS, Directeur Général de FACAM STAIRWAY TOGO

“FACAM STAIRWAY TOGO : De la Papeterie à l’Industrialisation Durable – L’Engagement d’un Entrepreneur Togolais”



Pourriez-vous vous présenter et nous faire la genèse de votre entreprise ?

Je me présente, **ATTIVI FOLLY CARLOS MAGNUS**, Directeur Général de **FACAM STAIRWAY TOGO**, une entreprise togolaise engagée dans la fabrication locale de produits d’hygiène et de grande consommation.

L’histoire de FACAM STAIRWAY TOGO commence en 2023, avec le lancement de notre première ligne de production dédiée aux rubans adhésifs. Ce premier projet industriel marquait notre volonté de participer concrètement à la transformation économique du pays par la production locale.

Par la suite, un constat s’est imposé : **le marché togolais dépendait fortement des importations** pour des produits essentiels tels que les couches pour bébé, les serviettes hygiéniques, ou encore le papier toilette. Cette dépendance entraînait non seulement des prix

élevés pour les consommateurs, mais aussi un manque d’opportunités de développement industriel local.

C’est face à ce besoin que nous avons élargi nos activités pour proposer une offre locale, compétitive et de qualité, tout en contribuant à la création d’emplois et à la réduction de la dépendance extérieure.

Aujourd’hui, FACAM STAIRWAY TOGO fabrique et commercialise une large gamme de produits essentiels du quotidien, allant des rubans adhésifs aux couches pour bébé, en passant par les serviettes hygiéniques, le papier toilette, les essuie-tout, les mouchoirs en boîte et de poche, ainsi que le papier de table, répondant ainsi aux besoins variés des ménages et des professionnels.

Quelle est l’histoire derrière le nom de votre entreprise et qu’est-ce qui vous a personnellement poussé à vous engager dans

cette aventure ?

Ce qui m’a personnellement poussé à m’engager dans cette aventure, c’est d’abord la volonté de contribuer activement à la croissance économique de mon pays, le Togo. Nous sommes dans une période où le gouvernement togolais encourage fortement le développement du tissu industriel local et met en place des politiques visant à favoriser la consommation des produits fabriqués sur le territoire national. En tant que jeune entrepreneur, j’ai vu dans cette dynamique une opportunité concrète de m’impliquer, de créer de la valeur localement, de générer des emplois, et de participer à la transformation industrielle du pays. FACAM STAIRWAY TOGO est donc née de cette ambition de faire partie des acteurs du changement, en apportant des solutions locales à des besoins réels.

Comment votre entreprise répond-il à un besoin spécifique au Togo et quelle est votre approche du « Made in Togo » ou de la transformation locale ?

Au Togo, comme dans de nombreux pays d’Afrique, les produits d’hygiène et de consommation courante sont encore largement importés, ce qui les rend souvent coûteux et parfois inaccessibles pour une partie de la population. Chez FACAM STAIRWAY TOGO, nous avons fait le choix de répondre à ce besoin en produisant localement des biens de qualité, à des prix compétitifs, accessibles au plus grand nombre.

Notre approche du « Made in Togo », c’est plus qu’un simple label : c’est une philosophie d’engagement. Nous croyons profondément que la **transformation locale est un levier puissant de développement**, tant sur le plan économique que social. En fabriquant nos produits sur le sol togolais, nous réduisons la dépendance aux importations, créons des emplois durables, et participons à la montée en compétence de notre main-d’œuvre locale.

FACAM STAIRWAY TOGO s’inscrit ainsi dans une dynamique de valorisation du savoir-faire local, avec une vision

claire : faire du Togo non seulement un pays consommateur, mais aussi un acteur industriel reconnu dans la sous-région.

Que pensez-vous de l'environnement des affaires au Togo aujourd'hui ?

L'environnement des affaires au Togo connaît des avancées positives, notamment grâce aux réformes engagées pour faciliter l'entrepreneuriat et encourager l'investissement local. Cependant, en tant qu'industriel, nous faisons face à des difficultés particulièrement préoccupantes, notamment en ce qui concerne l'importation de produits similaires à ceux que nous fabriquons localement.

Il arrive fréquemment que ces produits entrent sur le territoire sans avoir respecté l'ensemble des procédures douanières, ce qui crée une concurrence déloyale et pénalise les entreprises qui, comme la nôtre, respectent scrupuleusement les normes fiscales, douanières et de qualité.

Pour que le tissu industriel togolais se développe de manière durable, il est essentiel de renforcer les contrôles et les mécanismes de régulation, afin de protéger la production locale et de garantir une saine concurrence.

En quoi votre activité participe-t-elle au développement durable, à la création de d'emplois et à l'inclusion sociale ?

Chez FACAM STAIRWAY TOGO, nous avons fait le choix d'un modèle industriel qui place l'humain et le territoire au cœur de notre démarche. En produisant localement des biens essentiels, nous participons activement au développement durable, en réduisant l'empreinte carbone liée aux importations, en valorisant les ressources disponibles sur place et en misant sur une production responsable.

Notre activité contribue aussi à la création d'emplois directs et indirects, en donnant leur chance à des jeunes, des femmes, des personnes sans qualifications initiales, et en les formant à des métiers techniques et industriels. À chaque nouveau produit lancé, c'est toute une chaîne de valeur locale qui se développe : de la fabrication à la distribution, en passant par la logistique et le commerce.

Mais au-delà des chiffres, notre fierté réside dans l'impact social : nous contribuons à renforcer le tissu économique local, à redonner confiance aux talents togolais et à bâtir une industrie inclusive, tournée vers

l'avenir. FACAM STAIRWAY TOGO, c'est une entreprise qui grandit avec son pays et pour son pays.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez été confrontée lors de la création de votre entreprise et comment êtes vous parvenue à les surmonter ?

L'une des principales difficultés que nous avons rencontrées lors de la création de FACAM STAIRWAY TOGO a été le manque de main-d'œuvre qualifiée dans notre secteur. En effet, étant les premiers à nous lancer dans cette industrie spécifique au Togo, notamment avec des équipements techniques de pointe, nous nous sommes rapidement heurtés à un vide de compétences locales adaptées à l'exploitation et à la maintenance de ces machines.

Face à cet enjeu, nous avons fait le choix stratégique de faire venir des experts internationaux, maîtrisant ces technologies, pour former progressivement une équipe locale compétente. Ce transfert de compétences a été une étape essentielle pour garantir la qualité de notre production tout en jetant les bases d'un savoir-faire industriel togolais durable.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de compter parmi notre personnel des techniciens et opérateurs locaux parfaitement opérationnels, qui sont la preuve concrète qu'avec la bonne vision et les bons moyens, l'expertise peut se construire sur place. Cette difficulté initiale s'est ainsi transformée en opportunité de montée en compétence pour notre jeunesse et en fondation solide pour l'avenir de l'industrie nationale.



Le mot de Fin : Quelles sont vos perspectives à court, moyen et long terme ?

Justement, les difficultés rencontrées à nos débuts nous ont fait prendre conscience d'une chose essentielle : **former une relève locale compétente est la clé d'un développement industriel durable.** C'est pourquoi, avec beaucoup d'enthousiasme, nous avons décidé de lancer dès octobre 2025 une académie de formation gratuite, entièrement dédiée à la préparation des jeunes aux métiers de notre industrie.

Cette FACAM STAIRWAY ACADEMY aura pour mission de **former des jeunes hommes et femmes aux technologies, aux processus et aux exigences de notre secteur**, afin de constituer un **vivier de talents immédiatement opérationnels.** C'est un engagement fort, à la fois social et stratégique, qui répond à notre volonté de bâtir une industrie performante avec les compétences locales.

Cette initiative repose aussi sur notre confiance dans la volonté du gouvernement togolais de lutter efficacement contre la concurrence déloyale, ce qui nous permettra de renforcer notre présence sur le marché, d'élargir notre capacité de production et, par conséquent, d'embaucher encore plus de jeunes formés par nous, pour nous.

À court terme, notre objectif est de pérenniser notre production et stabiliser nos équipes. À moyen terme, nous visons l'extension de nos gammes et de notre couverture géographique. Et à long terme, nous aspirons à faire de FACAM STAIRWAY TOGO un acteur industriel de référence en Afrique de l'Ouest, avec une main-d'œuvre 100 % locale, qualifiée, et fière de porter les couleurs du "Made in Togo".

Le Togo sur le marché global :

analyse des tendances mondiales et du positionnement du pays

« Grâce à une vision économique claire et à des réformes ambitieuses, le Togo s'impose progressivement comme une passerelle stratégique entre les marchés mondiaux et l'Afrique de l'Ouest, renforçant son attractivité auprès des investisseurs internationaux »

Le Togo s'impose aujourd'hui comme un hub logistique majeur en Afrique de l'Ouest et Centrale, porté par un réseau de transport performant qui répond aux besoins d'un vaste hinterland incluant le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Grâce à sa stabilité politique, sa position géographique stratégique et un ensemble de réformes ambitieuses, le pays est désormais perçu comme une plateforme d'accueil privilégiée pour les investisseurs internationaux.

Sur le plan structurel, le pays s'est positionné comme un hub logistique compétitif. Le port de Lomé, en croissance constante, joue un rôle d'interface entre les marchés globaux et l'hinterland ouest-africain. Autour de cette infrastructure stratégique, le gouvernement a initié des réformes pour fluidifier les procédures douanières, améliorer la compétitivité des corridors et moderniser les infrastructures routières.

Avec un port fonctionnant 24h/24, le pays assure des liaisons maritimes compétitives avec des temps de transit rapides : 7 jours pour rejoindre l'Europe, 13 jours pour les États-Unis, et 29 jours pour la Chine. Ce positionnement stratégique et l'efficacité des services de transbordement font du Port Autonome de Lomé un acteur central dans la région, consolidant ainsi son rôle de plateforme logistique régionale.

Selon le classement 2024 de Lloyd's List, le Port de Lomé occupe pour la quatrième fois consécutive le premier rang des ports à conteneurs en Afrique de l'Ouest et en Afrique subsaharienne, avec un trafic de 1,91 million EVP. Cette performance place notre pays au cinquième rang en Afrique après les ports Tanger Med au Maroc, Saïd en Egypte, Durban en Afrique du Sud et Damietta en Egypte. Il a consolidé sa position de leader en Afrique subsaharienne, se hissant à la 93ème place parmi les ports mondiaux. C'est le seul port d'Afrique subsaharienne à figurer dans ce prestigieux classement.



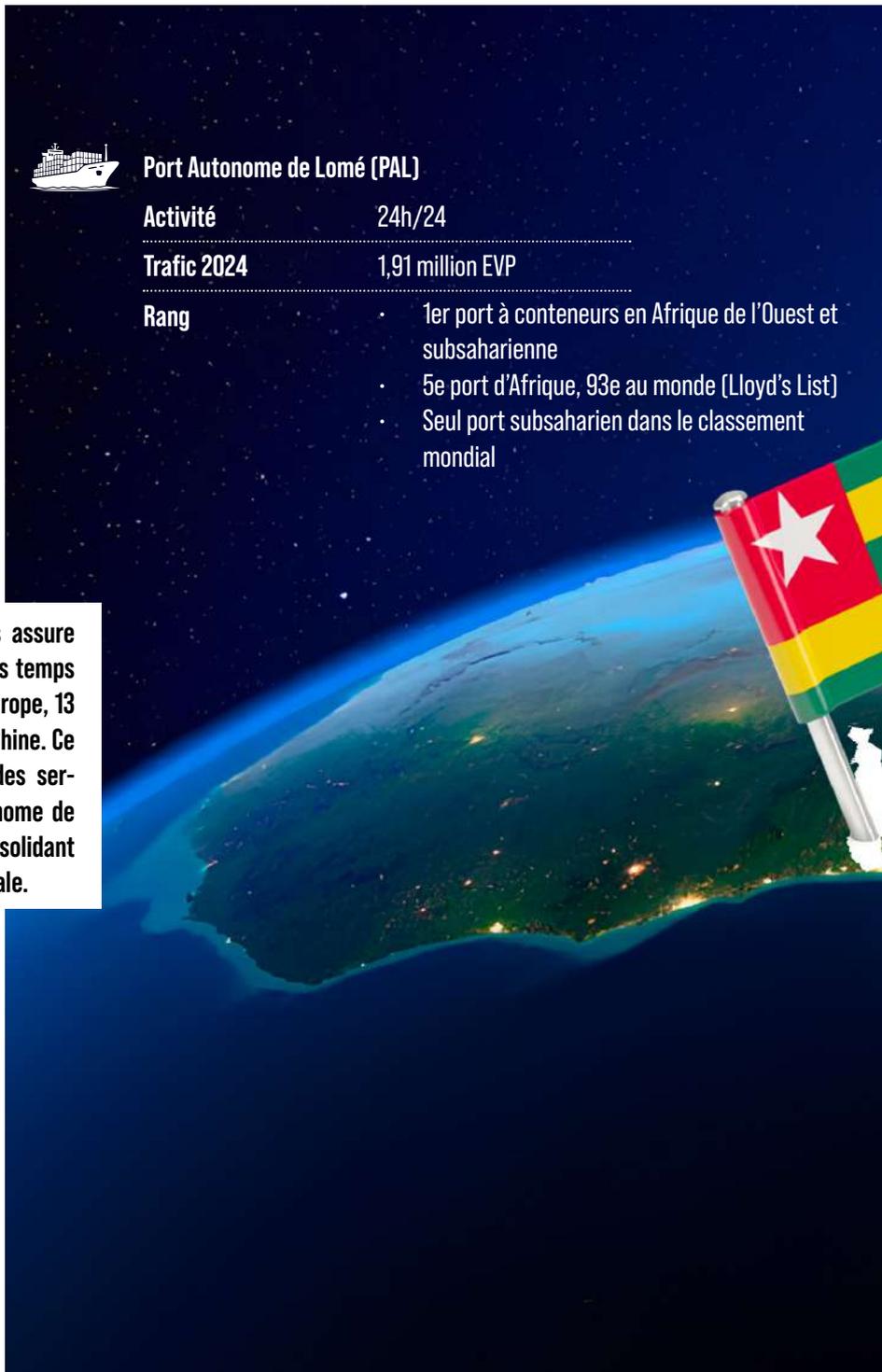
Port Autonome de Lomé (PAL)

Activité 24h/24

Trafic 2024 1,91 million EVP

Rang

- 1er port à conteneurs en Afrique de l'Ouest et subsaharienne
- 5e port d'Afrique, 93e au monde (Lloyd's List)
- Seul port subsaharien dans le classement mondial



En complément, l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) amplifie cette capacité logistique. Cette installation de standard international qui permet le transit de 2 millions de passagers et de 50 000 tonnes de fret par an, sert de hub à la compagnie aérienne Asky, qui offre des connexions directes vers 27 villes internationales, dont New York, Bruxelles et Paris.



Depuis 2021, le Togo renforce son rôle de hub logistique et industriel en Afrique de l'Ouest grâce à la mise en place de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). Cette infrastructure stratégique facilite le transport des marchandises, améliore l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et soutient la transformation locale, renforçant ainsi l'attrait du Togo pour les investisseurs.

Ce dispositif logistique global positionne le Togo comme une porte d'entrée incontournable pour les pays enclavés et permet un accès direct à un marché régional de près de 400 millions de consommateurs via les communautés économiques de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Dans un monde en recomposition, où les chaînes de valeur se redéfinissent et les blocs économiques se structurent, le Togo choisit une trajectoire claire : s'insérer activement dans l'économie mondiale en capitalisant sur ses atouts géographiques, logistiques et institutionnels. L'une des clés de cette stratégie réside dans la volonté d'intégration régionale et continentale. Membre actif de la CEDEAO, de l'UEMOA et de la ZLECAf, le Togo voit dans ces espaces un levier pour élargir ses marchés, attirer des investissements et consolider ses partenariats. Cette approche est soutenue par une diplomatie économique dynamique et une participation régulière aux grands forums internationaux.



Transport aérien | Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE)

Capacité	2 millions de passagers/an
Capacité fret	50 000 tonnes/an
Hub de la compagnie	ASKY Airlines

Une destination privilégiée pour *les rendez-vous* internationaux : Blue Invest, Forum DMA

La promotion des investissements passe également par l'organisation d'événements d'envergure internationale. Dans un contexte de mondialisation et de recherche de nouvelles opportunités économiques, le Togo s'affirme de plus en plus comme une terre d'accueil dynamique pour les grands événements aussi bien régionaux qu'internationaux.

De l'Africa Financial Summit (AFIS) au Blue Invest Africa, en passant par le Forum organisé par Developing Market Associate (Forum DMA), Lomé s'impose aujourd'hui comme une plateforme incontournable de dialogue, d'innovation et de partenariat sur le continent.



Blue Invest Africa : l'économie bleue à l'honneur



Le Togo accueillera en octobre 2025 l'événement BlueInvest Africa 2025, une initiative majeure de l'Union européenne visant à stimuler les investissements durables dans l'économie bleue africaine. Organisé à Lomé, ce forum réunira des décideurs du secteur privé, entrepreneurs innovants, des investisseurs publics et privés, ainsi que des acteurs institutionnels pour promouvoir des solutions durables dans des secteurs tels que la conservation des océans, les énergies marines, la pêche, l'aquaculture et le transport maritime.

C'est la plateforme incontournable pour mettre en relation les porteurs de projets innovants dans le secteur maritime avec les investisseurs privés et publics.

Pour plus d'informations et pour soumettre votre candidature, veuillez visiter le site officiel de l'événement : [Home | BlueInvest Africa Togo 2025](#)

Forum DMA :

Le Forum UK-Francophone West and Central Africa Trade and Investment revient pour une nouvelle édition stratégique, réunissant les gouvernements et les acteurs économiques de la région francophone et du Royaume-Uni.

Organisé par DMA, ce forum vise à renforcer les échanges commerciaux et à promouvoir des opportunités d'investissement durables. Le Togo, engagé dans une dynamique de diversification de ses partenariats, y présentera ses projets prioritaires dans les secteurs porteurs tels que les infrastructures, les TIC, l'énergie, l'agro-industrie et les industries créatives. L'événement constitue une plateforme unique pour le dialogue public-privé et la mobilisation de financements et se tiendra du 11 au 14 novembre 2025.

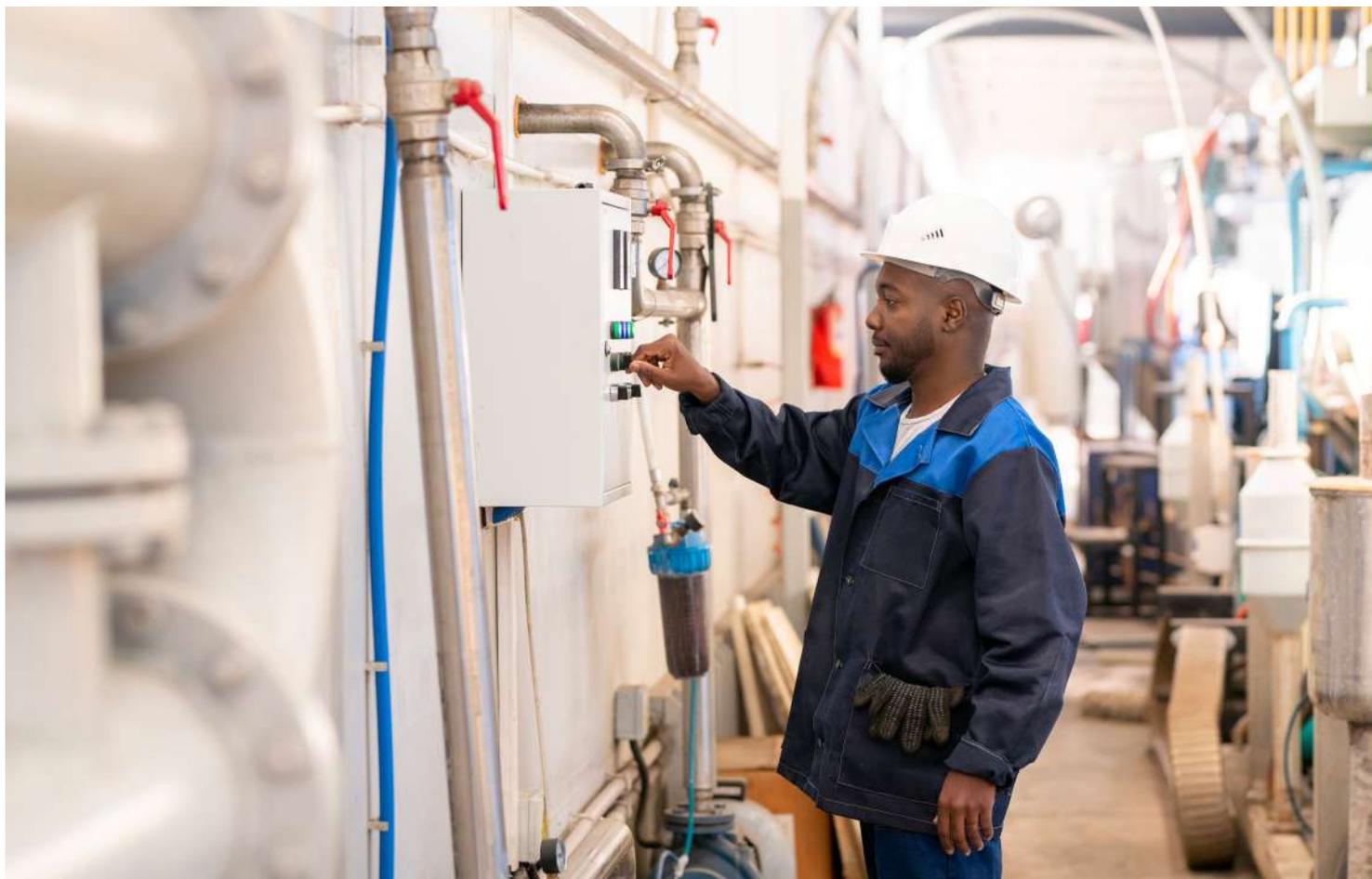
Ces rendez-vous internationaux, accueillis à Lomé, traduisent la volonté du Togo de jouer un rôle moteur dans les

grandes transformations économiques, environnementales et diplomatiques du continent.

Cette volonté est soutenue par la stabilité politique du pays, à la modernisation de ses infrastructures et à une politique résolument tournée vers les réformes économiques. Le Togo attire l'attention des investisseurs, des diplomates et des experts de divers secteurs. Sa capitale, Lomé, bénéficie d'un positionnement géographique stratégique sur le littoral atlantique, offrant un accès direct aux marchés de l'Afrique de l'Ouest.

Le Togo n'est plus seulement un point sur la carte. Il devient une destination de référence des grands rendez-vous d'affaire pour les investisseurs et les leaders d'opinion du monde entier.

Investir au Togo : quelles facilités pour les investisseurs ?

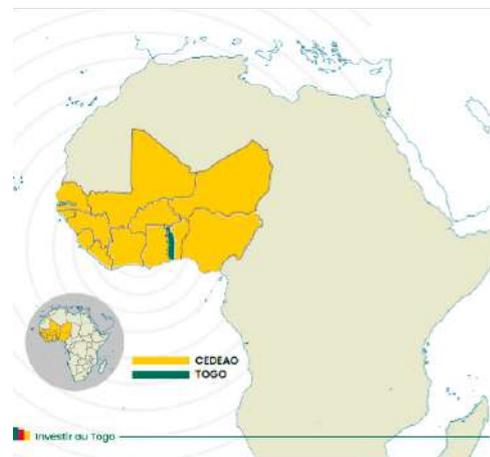


Togo : Une convergence stratégique entre modernité, réformes et potentiel de croissance.

Dans un environnement géopolitique en perpétuelle évolution, marqué par une grande concurrence entre les États pour attirer les flux d'investissement internationaux, le Togo se positionne comme un modèle de dynamisme et de transformation en Afrique subsaharienne. Stratégiquement situé au carrefour des échanges en Afrique de l'Ouest, le Togo en pleine ascension déploie une vision de développement sur le long terme, fondée sur la stabilité institutionnelle, la modernisation de son cadre réglementaire et la mise en œuvre de réformes économiques structurantes. Grâce à des infrastructures de plus en plus performantes et un climat des affaires en nette amélioration, le Togo s'affirme comme une plateforme régionale compétitive et une destination de choix pour les investisseurs en quête de croissance durable.

Un positionnement géostratégique au cœur des échanges régionaux

Bénéficiant d'une situation centrale au sein de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Togo constitue une véritable porte d'entrée vers un marché de plus de 350 millions d'habitants. Le pays dispose de solides infrastructures logistiques : le Port Autonome de Lomé, seul port en eau profonde de la sous-région accessible aux navires de grande capacité, se distingue comme un hub maritime régional ; tandis que l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma renforce la connectivité du pays avec les grandes capitales africaines, européennes et américaines.



Une économie résiliente soutenue par des partenaires internationaux

Malgré les chocs mondiaux récents, le Togo affiche une croissance robuste. Le taux de croissance économique s'est établi 5,3% en 2024 avec des prévisions autour de 6.2 % en 2025¹. Cette dynamique s'explique par une gestion macroéconomique rigoureuse et des partenariats stratégiques avec des institutions telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la BOAD ou encore l'IDA. Ces collaborations permettent de financer des projets structurants dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture, de l'énergie et de la digitalisation.

Un climat des affaires transformé par des réformes audacieuses

Sous la direction du Président de la République, SE Faure E. Gnassingbé, le gouvernement togolais à travers la feuille de route 2020-2025, a mis en œuvre une série de réformes structurelles profondes, avec pour objectif de créer un environnement propice à l'investissement privé.

Une offre économique diversifiée et en pleine expansion

Le Togo ne se limite pas à ses infrastructures logistiques. Il propose également une économie diversifiée et tournée vers l'avenir. Fort d'un potentiel agricole important, avec 3,6 millions d'hectares de terres arables, le pays ambitionne de devenir un acteur agro-industriel majeur dans la sous-région. Le secteur minier, dominé par le phosphate, complète ce panorama avec des opportunités de transformation locale et d'exportation.

Le secteur financier, en pleine expansion, bénéficie de la présence de grandes institutions bancaires régionales et internationales, renforçant la solidité du tissu économique local. Par ailleurs, les zones franches industrielles et commerciales offrent des avantages compétitifs aux investisseurs cherchant à s'implanter durablement.



Parmi les avancées les plus notables :

CRÉATION D'ENTREPRISE SIMPLIFIÉE

la procédure a été réduite à **4 heures**, avec un **coût abaissé de 85%**, positionnant le Togo parmi les pays les plus rapides au monde en la matière.

RÉFORME DU SYSTÈME FISCAL

un **nouveau Code des impôts** a été adopté, simplifiant les obligations fiscales des entreprises, clarifiant les procédures et réduisant les litiges potentiels.

MODERNISATION DU RÉGIME FONCIER

les délais de mutation foncière ont été spectaculairement ramenés de **18 mois à 6 heures**, favorisant une sécurité accrue dans les transactions et l'accès au foncier.

DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION

le guichet unique pour les investisseurs, entièrement numérisé, permet de centraliser et accélérer les démarches administratives, réduisant la bureaucratie et renforçant la transparence.

NOUVEAU CODE DES INVESTISSEMENTS

il prévoit des incitations ciblées (exonérations fiscales, réduction des droits de douane) pour les secteurs jugés stratégiques : infrastructures, agriculture, industrie, énergie et TIC.

Une gouvernance orientée vers la performance et la transparence

Sous le leadership affirmé du Chef de l'Etat, le Togo a fait de la bonne gouvernance une priorité. La stabilité politique, la sécurité, la transparence des politiques publiques et l'efficacité de la coordination entre institutions publiques et secteur privé créent un climat de paix et de confiance durable.

L'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF) joue un rôle central dans l'accompagnement des investisseurs : conseils sur mesure, recherche de foncier, appui dans les démarches administratives, suivi post-investissement (after-care). Ce dispositif contribue à sécuriser les projets et à garantir leur rentabilité sur le long terme.

Le Togo incarne aujourd'hui une nouvelle génération de pays africains, conscients de leurs atouts et déterminés à offrir un cadre d'investissement compétitif, stable et tourné vers l'avenir. Grâce à ses réformes de fond, à la modernisation de ses institutions et à son ouverture économique, le pays attire des investisseurs en quête de stabilité, de rentabilité et d'impact.

Investir au Togo, c'est choisir une destination stratégique, où la vision d'un développement inclusif et durable se conjugue avec des opportunités concrètes dans tous les secteurs clés de l'économie.

LE MESSAGE EST CLAIR : LE TOGO EST PRÊT, MODERNE, ET OUVERT AUX AFFAIRES.

¹<https://www.republiquetogolaise.com/gouvernance-economique/2103-10428-togo-la-croissance-economique-attendue-a-6-2-en-2025-cnc>



L'API-ZF vous accompagne



L'API-ZF
au service des
investisseurs

Dans un monde en constante mutation, les investisseurs recherchent des destinations qui allient stabilité, clarté réglementaire, accompagnement institutionnel et perspectives de croissance. Au Togo, l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF) incarne cette volonté d'offrir un environnement d'affaires compétitif et durable. Bras opérationnel de l'État en matière de promotion des investissements, l'API-ZF est aujourd'hui un partenaire stratégique pour toute entreprise souhaitant s'implanter et ou prospérer dans le pays.

Ayant pour objectif de mettre en œuvre la politique de promotion des Investissements et d'augmenter les retombées socio-économiques du secteur privé auprès des populations, tout en s'assurant de la promotion des Investissements directs étrangers (IDE) et des Investissements directs nationaux (IDN), l'API-ZF est la vitrine par excellence de gestion des interactions entre les privés et le secteur publique au Togo.

API-ZF, un partenaire engagé pour vos investissements au Togo

L'un des atouts majeurs de l'API-ZF réside dans sa capacité à simplifier et fluidifier le parcours de l'investisseur. Grâce à son guichet unique, à la fois physique et virtuelle, elle centralise les démarches administratives essentielles : accompagnement dans l'enregistrement d'entreprises, les formalités d'immigration des investisseurs, l'obtention des agréments, l'appui à l'obtention d'incitations fiscales, l'accès à la terre, le raccordement à l'eau et à l'électricité etc. Elle informe donc sur ces démarches et accompagne l'investisseur dans le processus.

L'API-ZF met donc les investisseurs au cœur de son plan d'action. L'objectif? Réduire les délais, éliminer les obstacles et offrir une prise en charge personnalisée à chaque investisseur selon ses besoins pour son installation et son développement.

L'API-ZF offre une expertise sectorielle pointue pour orienter les investisseurs vers les meilleures opportunités d'investissement.

L'API-ZF est donc la porte d'entrée unique pour tout investisseur au Togo

Elle travaille en lien étroit avec les ministères sectoriels, les partenaires techniques et les collectivités locales pour garantir une intégration harmonieuse des projets dans l'écosystème national. Elle assure également les interactions entre ces institutions et l'investisseur.

Une opportunité unique pour les entreprises à vocation internationale de produire à moindre coût, dans un environnement sécurisé.

Elle informe sur les régimes incitatifs en vigueur au Togo, notamment le code des Investissements et la loi Zone Franche. Elle accompagne, gère et délivre les agréments relatifs à ces régimes incitatifs et les certificats aux services annexes telles que : le Carnet Bleu et le contrat du travail.

Elle assure un service post-investissement pour accompagner l'investisseur dans l'opérationnalisation et le développement de leurs activités.

Elle offre un cadre de concertation permettant aux investisseurs de partager leurs expériences, de remonter leurs besoins spécifiques tout en les informant des avancées en termes de climat des affaires et d'opportunités d'Investissement.

Les outils digitaux développés par l'API-ZF, notamment son site internet, viennent en appui à l'agence afin d'informer sur ses activités et des opportunités économiques qui existent au Togo, sur le parcours de l'investisseur, les procédures administratives relatives à l'investissement afin de renforcer la transparence et améliorer le climat des affaires

En choisissant le Togo pour vos projets d'investissement, vous bénéficiez non seulement d'un environnement économique dynamique, une administration à votre écoute, mais également du soutien indéfectible de l'API-ZF, votre partenaire privilégié pour une implantation et un développement réussis.

Un environnement qui attire

Au fil des années, le Togo s'est imposé comme une destination de choix pour les investissements en Afrique de l'Ouest. Grâce à une volonté politique affirmée, des réformes ambitieuses et un climat des affaires en nette amélioration, le pays offre aujourd'hui un environnement attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Le Togo figure régulièrement parmi les pays africains les plus réformateurs selon les classements internationaux, notamment le Doing Business de la Banque mondiale. Cette performance est le fruit de plusieurs réformes clés :



La réduction des
délais et coûts de
création



La digitalisation
de l'administration
fiscale et douanière



L'accès facilité au
foncier à usage
industriel via la
SAZOF (Société
d'Administration des
Zones Franches)



La mise en place
de guichets
uniques pour le
commerce extérieur
et les formalités
d'investissement.

Le Code des investissements révisé accorde également d'importants avantages fiscaux et douaniers aux entreprises, notamment dans les secteurs prioritaires comme l'agro-industrie, la logistique, les énergies renouvelables et la transformation industrielle.

Situé au carrefour des grands corridors de l'Afrique de l'Ouest, le Togo dispose d'infrastructures logistiques modernes :



Le port autonome de Lomé, seul
port en eaux profondes de la
sous-région, accessible 24h/24,
qui attire les grands armateurs
mondiaux



L'aéroport international
Gnassingbé Eyadéma, certifié
pour le fret et les passagers



Des projets en cours pour
moderniser les parcs
industriels, notamment
à travers l'initiative des
agropoles.

Propriété industrielle : L'INPIT se dote d'une nouvelle identité visuelle et d'une plateforme électronique de la propriété industrielle.

Dans le cadre de la modernisation de ses services et de la valorisation de la propriété industrielle au Togo, l'Institut National de la Propriété Industrielle et de la Technologie (INPIT) a récemment franchi une étape significative avec l'adoption d'une nouvelle identité visuelle et le lancement d'une plateforme électronique dédiée à la gestion des titres de propriété industrielle.



INPIT
Institut national de la propriété industrielle et de la technologie

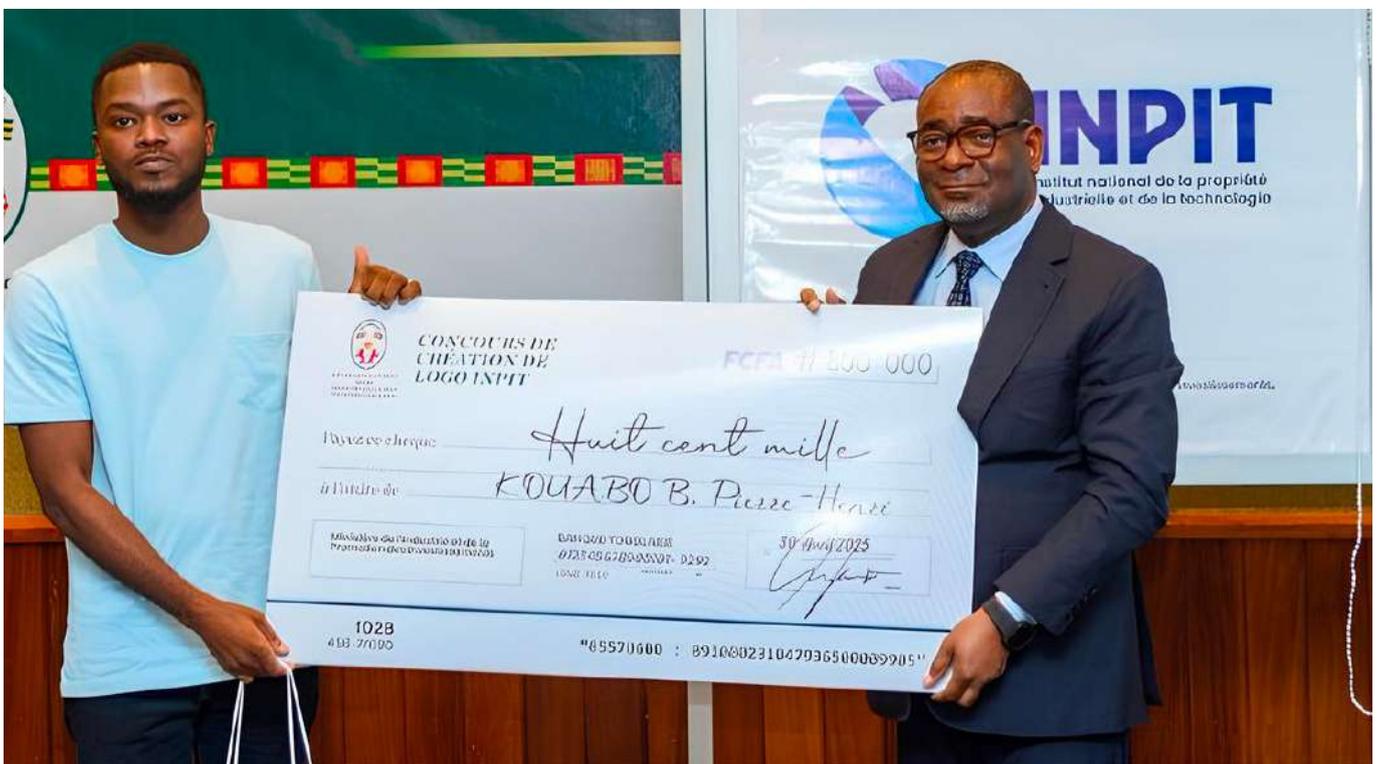
En parallèle, la refonte de l'identité visuelle de l'institution vise à renforcer sa visibilité, sa notoriété et son positionnement comme acteur stratégique de la compétitivité économique. Ce nouvel élan ambitionne également de promouvoir une culture de l'innovation, en mettant

d'avantage en valeur les inventions locales, les créations de marques togolaises et le potentiel de la propriété industrielle comme levier de croissance.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'administration publique et de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, qui accorde une place importante à la transformation numérique et à l'amélioration du climat des affaires. La plateforme, intuitive et sécurisée, permet désormais aux usagers de déposer leurs demandes de brevets, de marques ou de dessins et modèles industriels en ligne, facilitant ainsi l'accès aux services de l'INPIT, tant pour les nationaux que pour les investisseurs étrangers.

Alors que le Togo s'industrialise progressivement, la protection des actifs immatériels devient un enjeu crucial. L'INPIT entend ainsi accompagner les entreprises, les startups et les inventeurs dans la valorisation et la protection de leurs inventions, en conformité avec les standards internationaux et en synergie avec les autres institutions régionales comme l'OAPI.

Ces évolutions témoignent d'une volonté affirmée de faire de la propriété industrielle un outil de développement économique et d'attractivité pour les investissements.



Une place financière de choix

Le Togo, une place financière de choix

Positionné stratégiquement au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Togo affirme son ambition de devenir une place financière de référence dans la sous-région. Porté par des réformes structurelles, un environnement macroéconomique stable et une vision claire du développement, le pays attire un nombre croissant d'acteurs financiers régionaux et internationaux.

DES INFRASTRUCTURES MODERNES ET UNE CONNECTIVITÉ STRATÉGIQUE

Le port autonome de Lomé, seul port en eau profonde de la sous-région avec 16,50 mètres de tirant d'eau, est une véritable porte d'entrée logistique vers l'Afrique de l'Ouest. Connecté à un réseau routier et aérien performant, le pays soutient l'activité des zones industrielles et commerciales, en lien direct avec les acteurs financiers nationaux.

UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE STABLE ET RÉFORMATEUR

Le Togo bénéficie d'un cadre macroéconomique solide, avec une croissance soutenue ces dernières années. Cette performance est portée par une volonté politique affirmée de moderniser l'économie et d'améliorer l'environnement des affaires. Classé meilleur réformateur en Afrique de l'Ouest selon la Banque mondiale, le Togo a mis en œuvre des mesures fortes pour faciliter l'investissement, renforcer la transparence et digitaliser les services publics.

UN SECTEUR FINANCIER DIVERSIFIÉ ET DYNAMIQUE

Le paysage financier togolais est marqué par la présence de plusieurs établissements bancaires, de compagnies d'assurances, de sociétés de microfinance et de services financiers numériques. Au 30 septembre 2024, le Togo comptait 14 banques et 3 établissements financiers à caractère bancaire, totalisant 17 institutions financières. Encadré par la BCEAO, le secteur offre une stabilité réglementaire rassurante pour les investisseurs.



L'essor de la finance numérique, notamment à travers les services de mobile money, renforce l'inclusion financière, un levier essentiel pour une croissance durable. Le taux d'inclusion financière au Togo est en pleine progression avec une estimation de 88% en 2023. Ces chiffres témoignent de la volonté du gouvernement et des acteurs du secteur financier d'améliorer l'accès aux services financiers pour l'ensemble de la population. Des initiatives concrètes comme le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) ont joué un rôle déterminant dans la facilitation de l'accès au crédit au profit de la frange de la population traditionnellement exclue du système bancaire, notamment les femmes, les jeunes et les micro-entrepreneurs en milieu rural.

UN HUB RÉGIONAL POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Lomé sert de siège à plusieurs institutions financières régionales de premier plan telles que la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), la Banque d'Investissement et de Développement de la CE-DEAO (BIDC), Ecobank Transnational Incorporated (ETI), pour en citer quelques-unes. Cette présence renforce la place de la capitale togolaise comme un pôle financier naturel pour l'espace UEMOA. À la croisée des réformes ambitieuses, de la stabilité macroéconomique et de l'innovation financière, le Togo confirme son positionnement comme un pôle stratégique pour les investissements financiers en Afrique de l'Ouest. La montée en puissance de la finance verte, l'émergence d'un écosystème FinTech dynamique et la forte inclusion financière traduisent une volonté claire : faire du Togo une place financière moderne, résiliente et tournée vers l'avenir. Dans cet environnement porteur, les investisseurs trouvent un terrain fertile, structuré et en pleine expansion.

Les initiatives publiques et privées pour renforcer l'Accès au financement.

Le Togo place au cœur de ses politiques publiques, la promotion d'une croissance inclusive durable. Le pays se positionne comme pôle stratégique dans la sous-région et au-delà. Cette ambition se concrétise par l'amélioration du climat des affaires ainsi que par la mise en place de réformes structurelles et de dispositifs d'incitation au financement et à l'investissement. Membre de plusieurs organisations régionales notamment la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), le Togo bénéficie d'accords économiques et commerciaux élargis. Ces accords facilitent le commerce, l'attraction des investissements et des flux financiers dans le pays et à travers la région.

À travers les partenariats public-privé (PPP), le pays met en place des mécanismes de financement adaptés à la réalisation de projets prioritaires. Parallèlement, des initiatives publiques visent à soutenir les TPME et PME grâce à l'octroi de fonds, avec l'appui d'agences et de fonds nationaux. Parmi ces dispositifs, on peut citer le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA), basé sur le partage de risques avec les acteurs des chaînes de valeur agricole, le Fonds National pour la Finance Inclusive (FNFI), l'Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement des PME/PMI (ANPGF), le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) ainsi que l'Agence de Développement de Très Petites et Moyennes Entreprises (ADT-PME). Au-delà de ces dispositifs, plusieurs projets et programmes structurants comme le PAIEJ-SP, le ProMIFA, le PRIMA et le FSRP viennent accélérer la croissance des PME grâce à leur différents instruments financiers.



EN FÉVRIER DERNIER, LE TOGO S'EST DOTÉ D'UN NOUVEAU MÉCANISME DE FINANCEMENT DESTINÉS AUX JEUNES HOMMES ET FEMMES ENTREPRENEURS.

Ces structures agissent comme des facilitateurs auprès des institutions bancaires. Leur principale mission est de réduire les risques pour les banques et d'assouplir les conditions de garanties exigées aux entreprises.

Les financements octroyés sont généralement attribués par différents mécanismes, parmi lesquels la garantie de concours bancaire, le financement via les institutions financières (VIF) ou encore les prêts participatifs, permettant aux entreprises ayant besoin d'un appui financier à long terme d'obtenir les ressources nécessaires.

Avec le programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP), le Togo mobilise et finance les projets visant à accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des ac-

teurs du système alimentaire des paysages prioritaires et des chaînes de valeur.

En février dernier, le Togo s'est doté d'un nouveau mécanisme de financement destinés aux jeunes hommes et femmes entrepreneurs. Le projet d'accompagnement des Jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes créatrices d'emplois (PAJEC), a pour but l'insertion de 9230 TPME dans des chaînes de valeurs, assortie d'un accompagnement adapté pour favoriser leur développement et leur consolidation.

Dans la même dynamique, certaines initiatives non gouvernementales existent aujourd'hui sur le plan régional et national. Ces initiatives sont beaucoup plus orientées à l'endroit des jeunes et femmes porteurs de projets. Au niveau continental, il y a l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en

Afrique (AFAWA) de la Banque Africaine de Développement (BAD), visant à combler le déficit de financement qui affecte les femmes en Afrique. Des ambassades et organisations internationales mènent des initiatives locales en faveur des jeunes et femmes entrepreneurs. Ces initiatives sont réalisées en partenariat avec le Conseil national du patronat (CNP) du Togo. L'initiative African Women Entrepreneurship Program (AWEP-Togo) initiée et soutenue par le Département d'État américain à travers l'ambassade des États-Unis au Togo œuvre énormément pour l'avancée de la dynamique entrepreneuriale dans le pays.

Un cadre de concertation État -Secteur privé a également été mis en place afin de faciliter et mieux orienter les actions et surtout renforcer les mécanismes d'accès aux financements. Des incubateurs tels Nunya Lab, INNOV'UP, l'AFCEC s'allient pour lancer une révolution dans l'accompagnement des entreprises

nationales, et la levée de fonds. Ces incubateurs travaillent avec le gouvernement et les Partenaires techniques et financiers dans la mobilisation des fonds à l'endroit des entreprises locales. La GIZ Togo à travers ses différents projets/programmes s'activent également dans ce domaine.

En outre, depuis 2028, le Chef de l'État a institué une mesure d'octroi de 20 % (relevé à 25 % en 2019) des marchés publics aux jeunes et femmes entrepreneurs togolaises.

Le Togo, en plaçant l'inclusion financière au cœur de son développement, démontre sa volonté d'ériger un écosystème entrepreneurial dynamique et résilient. Cette vision, portée par des réformes structurelles et des partenariats stratégiques, ouvre la voie à une prospérité partagée et durable pour un Togo émergent.

Le BRMN accompagne les entreprises avec l'appui des banques.



Le Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN), est l'organe de mise en œuvre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN) ; il joue un rôle central dans l'accompagnement des entreprises industrielles togolaises. Il les soutient dans leur transformation, le renforcement de leur compétitivité et leur alignement par rapport aux standards des marchés régionaux et internationaux. Son approche combine appui technique et accompagnement à la recherche de financement, en étroite collaboration avec les institutions financières, pour stimuler une croissance industrielle durable et structurée.

Le BRMN intervient dans des secteurs stratégiques tels que l'agro-industrie, le textile et tout autre secteur prioritaire de l'Etat. Son action vise à améliorer la qualité des produits, valoriser les ressources locales, moderniser les unités de production et garantir le respect des normes sanitaires. Il propose aux entreprises des diagnostics complets, des plans de mise à niveau personnalisés avec un suivi dans la réalisation de ces plans d'action et les accompagne dans l'adoption de meilleures pratiques. Tous les coûts associés aux études, audits et formations sont prise en charge par le BRMN, garantissant ainsi l'accessibilité de ses services, en particulier pour les petites et moyennes entreprises industrielles.

Cependant, la réussite des projets de transformation repose aussi sur la capacité à mobiliser des financements pour les investissements matériels. C'est à ce stade que le partenariat entre le BRMN et les banques devient essentiel. Les entreprises accompagnées bénéficient d'un cadre structurant qui renforce leur crédibilité auprès des institutions financières. De leur côté, les banques sont plus enclines à soutenir des projets portés par des entreprises mieux préparées, avec des objectifs clairs et des plans réalistes.

A cet effet, des conventions de partenariat sont en cours avec des institutions financières en vue de faciliter l'accès au financement aux entreprises qu'il accompagne. À travers ces partenariats stratégiques et à l'appui technique sur mesure fourni par le BRMN, plusieurs d'entre elles parviendront à mobiliser des financements pour la mise en œuvre de leurs plans d'invest-

tissement. En effet, l'accompagnement du BRMN permet aux entreprises d'élaborer des documents financiers solides et des dossiers de crédit complets, fiables et conformes aux exigences des banques et investisseurs.

En associant expertise technique et ingénierie financière, le BRMN propose un modèle d'accompagnement efficace qui sécurise les investissements, améliore les performances industrielles et crée un environnement favorable au développement. Avec le renforcement des partenariats publics-privés et l'élargissement de son champ d'action à des filières émergentes, le BRMN est bien positionné pour contribuer à la transformation économique du Togo.



Examen des politiques de transformation économique du Togo: Publication officielle du rapport par le Gouvernement et le Centre de développement de l'OCDE



Le Togo a reçu officiellement le 9 avril 2025, le rapport d'examen des politiques de transformation économique (EPT) du Centre de développement de l'OCDE. Ce document a été présenté par Mme Ragnheiður Elín Árnadóttir, directrice du Centre, à Mme Victoire Tomégah-Dogbé, cheffe du gouver-

nement togolais, en présence de hauts responsables du pays.

Depuis son adhésion au Centre de développement de l'OCDE en 2019, le Togo a fait un pas de géant vers l'optimisation de ses politiques publiques en matière de développement économique. Cette adhésion représente une occasion unique pour le pays de partager ses expériences, tout en capitalisant sur les meilleures pratiques internationales. Le rapport vient donc renforcer les relations déjà solides entre le Togo et l'OCDE, ouvrant la voie à des solutions concrètes pour les défis de développement.

Ce rapport, fruit d'une analyse approfondie, formule des recommandations stratégiques pour accompagner la nation togolaise vers une transformation rapide et inclusive.

Mme Ragnheiður Elín Árnadóttir n'a pas manqué de saluer les progrès réalisés par le Togo : « Le Togo fait des progrès remarquables pour se positionner comme un corridor commercial clé pour ses voisins d'Afrique de l'Ouest. Il est désormais le 4e port à conteneurs du continent africain, une position stratégique qui propulse le pays vers de nouvelles perspectives économiques. » Elle a également souligné l'engagement de la nation togolaise à poursuivre ses réformes avec détermination.

Ce deuxième rapport d'EPT en Afrique, après celui de l'Égypte, illustre non seulement la dynamique de réformes en cours mais aussi la volonté du Togo de se positionner comme un acteur de choix sur le continent africain.

Actualités sur la finance

Le Togo prend la présidence de la Fédération des associations professionnelles de banques et établissements financiers de l'UEMOA²



Le Togo occupe désormais la présidence de la Fédération des associations professionnelles de banques et d'établissements financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA). Créée en 1995, la FAPBEF-UEMOA regroupe l'ensemble des associations professionnelles des banques et établissements financiers des 08 États membres. Elle a pour but de renforcer les capacités des établissements de crédit, de promouvoir les systèmes bancaires de l'UEMOA et de servir d'intermédiaire privilégié entre les établissements de crédit et la BCEAO.

Selon les dernières statistiques communautaires, le marché interbancaire de l'UEMOA enregistre une baisse des échanges, avec un taux d'intérêt moyen fluctuant entre 6,19% et 6,34%. Parallèlement, les taux débiteurs appliqués à la clientèle ont diminué, passant de 7,08% à 6,82% à la fin de 2024. Il faut de ce fait, analyser les stratégies à adopter pour faire face aux difficultés de mobilisation des ressources par les banques de l'espace UEMOA. En outre, examiner les mécanismes de renforcement de la résilience du secteur bancaire et d'améliorer l'accès au financement pour les entreprises et travailler sur les solutions durables pour renforcer la compétitivité du secteur bancaire régional.

Le financement des PME est l'une des priorités de la Fédération et une gestion efficace des risques de crédit est nécessaire pour garantir la stabilité et la croissance économique de notre espace.

² <https://www.republiquetogolaise.com/finance/0503-10373-le-togo-prend-la-presidence-de-la-federation-des-associations-professionnelles-de-banques-et-etablissements-financiers-de-luemoa>

Les avancées en matière d'énergies renouvelables.

TOGO : LES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU CŒUR D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RÉUSSIE

Les changements climatiques sont une réalité. La détérioration de l'environnement et les dérèglements climatiques exercent une influence majeure sur les sociétés, l'économie mondiale et l'équilibre de la planète. Conscients de ces enjeux, les États ont fixé des objectifs à l'échelle nationale et pris des engagements internationaux afin de préserver l'environnement, limiter les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique et renforcer leur résilience face aux effets déjà perceptibles.

Face aux défis du changement climatique et à la nécessité d'accélérer l'accès universel à l'électricité, le Togo s'est résolument engagé sur la voie des énergies renouvelables. Visionnaire et ambitieux, le Togo est aujourd'hui cité en exemple pour sa politique énergétique inclusive, ses projets solaires à grande échelle et sa volonté d'attirer des investissements durables dans un secteur en pleine expansion.

Une volonté politique affirmée à travers la politique d'électrification du Togo, qui a pour vision de garantir l'accès à l'électricité pour tous à l'horizon 2030, grâce au mixte énergétique et avec un accroissement à 50% de la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays. La transition énergétique togolaise repose sur une stratégie claire : diversifier les sources d'énergie, renforcer l'indépendance énergétique et réduire l'empreinte carbone.

DES PROJETS SOLAIRES EMBLÉMATIQUES SOUTIENNENT CETTE AMBITION DU TOGO :

LES PROJETS DE CENTRALES SOLAIRE

Centrale solaire de Blitta, inaugurée en 2021, est aujourd'hui l'une des plus grandes centrales solaires d'Afrique de l'Ouest avec une capacité initiale de 50 MW et une extension de 20 mégawatts (MW), dont les travaux ont débuté en 2023, destiné à alimenter en tout 222 000 ménages contre environ 158 000 actuellement.

Baptisée "Cheikh Mohammed Bin Zayed", cette centrale devrait permettre au pays d'économiser plus d'un million de tonnes d'émissions de CO₂ sur sa durée de vie (cf : Examen du projet préliminaire, 2022 ; Document de conception du projet, 2022 ; Etude et Analyse des investissements, 2022 ; Etude et rapport de vérification, 2023). Symbole de réussite d'un partenariat public-privé entre l'État togolais et des acteurs internationaux, la centrale de Blitta s'inscrit dans une série d'investissements du groupe AMEA Power en Afrique. Elle est financée à plus de 53 356 millions d'euros par des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement et par le Fonds de Développement d'Abu Dhabi.



Le projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque à Dapaong, entre dans le cadre du projet régional d'intervention d'urgence en Energie solaire (RESPITE). Situé à Dapaong dans la région des savanes, il est d'une capacité de 25 MWh avec 40 Mégawatts-heures de stockage batteries et va desservir 12 100 ménages.

Projets de construction de centrales solaires photovoltaïques à Awandjé et à Salimdè : la centrale solaire de Salimdè dans la préfecture de Tchaoudjo aura une puissance de 60 MWh et celle de Awandjé dans la préfecture de la Kozah, une puissance de 42 MWh. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme Scaling Solar, sous financement de la Banque Ouest Africaine de Développement.



PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE PAR KITS SOLAIRES INDIVIDUELS DÉNOMMÉ CIZO

Le projet « CIZO », qui signifie « allumer » en langue locale, vise à favoriser l'accès à une électricité propre, fiable et abordable en milieu rural. Mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé avec l'entreprise BBOX, ce programme ambitionnait l'installation de 300 000 systèmes solaires domestiques entre 2019 et 2023, avec une prolongation prévue en 2024 pour renforcer sa portée et son impact. L'accès à ces kits est favorisé par les coûts abordables, le mode de paiement « Pay-As-You-Go » (PayGo), via des plateformes de paiement mobile, avec des subventions gouvernementales pour les ménages ruraux défavorisés.

LES INITIATIVES PRIVÉES

Le cadre réglementaire togolais encourage activement les investissements privés dans les énergies renouvelables. Les équipements entrant dans la construction des centrales de production d'énergie solaire, les équipements électriques et véhicules électrique sont exonérés de droit de douane. Le pays travaille également à la mise en place d'un marché de l'électricité plus compétitif, ouvert aux producteurs indépendants (IPP).

Ces incitatifs encouragent l'investissement du secteur privé dans de minicentrales privées et l'installation d'investisseurs dans la motricité verte au Togo. Au nombre des réponses, nous pouvons citer CIMTOGO S.A. KARA, SNB S.A., SCAN MINES TOGO S.A., qui ont installé des minicentrales solaires pour leur propre utilisation et Spiro (ancien M-Auto) qui propose des solutions de transport électrique à deux et trois roues à la population togolaise.

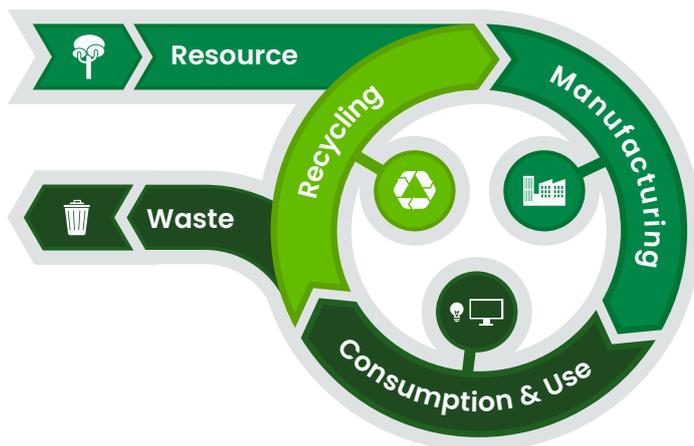
Les projets d'économie circulaire et de protection de l'environnement.

Une vision claire pour conjuguer développement et durabilité

Le Togo s'engage résolument dans une trajectoire de développement durable, misant sur l'économie verte pour allier croissance économique, préservation de l'environnement et amélioration du bien-être des populations.

En décembre 2023, le gouvernement a adopté un projet de loi-cadre sur l'environnement, actualisant ainsi son arsenal juridique. Cette initiative intervient dans le prolongement de la participation du pays à la COP28,

confirmant sa volonté de répondre aux défis climatiques, de mieux gérer ses ressources naturelles et de lutter efficacement contre la pollution.



Une vision claire pour conjuguer développement et durabilité

Contrairement au modèle linéaire classique « produire, consommer, jeter », l'économie circulaire mise sur la réduction des déchets, le recyclage, la réutilisation et la valorisation optimale des ressources. Le Togo illustre cette dynamique à travers plusieurs projets concrets :

Recyclage des plastiques : Des entreprises locales comme Green Industry Plast Togo ou GTP-GSE par exemple, transforment les déchets plastiques en pavés écologiques, meubles, ustensiles ou granulés. Ces initiatives réduisent la pollution tout en créant des emplois.

Compostage des déchets organiques: Des coopératives agricoles produisent de l'engrais organique à partir de déchets biodégradables, promouvant une agriculture durable et moins dépendante

des intrants chimiques.

Le 28 février 2025, deux projets majeurs ont été lancés grâce à un partenariat entre le gouvernement togolais et l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), avec un financement de 5,7 millions USD de la République de Corée.

Premier projet : Soutien à l'économie verte en milieu rural à travers la modernisation des infrastructures, l'installation de solutions solaires et post-récolte pour réduire les pertes agricoles.

Deuxième projet : Préservation durable des parcs à karité, amélioration des pratiques de récolte, renforcement de la gouvernance locale et reboisement avec des plants de qualité.

Une politique environnementale volontariste

Le Togo renforce également sa politique environnementale à travers des actions concrètes et structurées :

Reboisement massif : Objectif de 30 % de couverture forestière d'ici 2050. Plus de 16 millions d'arbres plantés depuis 2022, dont 9 millions en 2024.

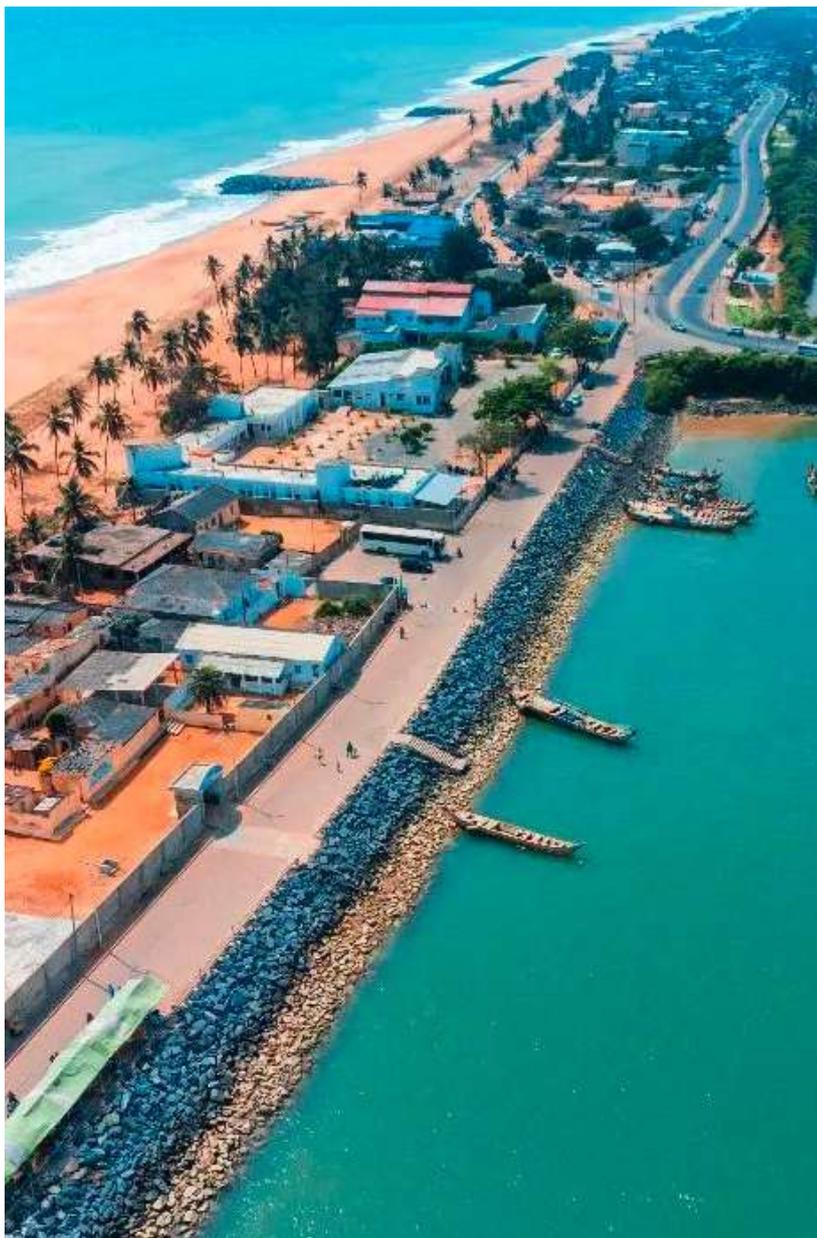
Protection des forêts et des aires protégées : Une étude lancée en avril 2025 avec l'UE vise à améliorer la gestion participative des sites emblématiques tels que Fazao-Malfakassa, Abdoulaye et Togodo, en impliquant les communautés locales.

Gestion des déchets et électrification du parc automobile : Le Togo est engagé dans la mise en œuvre des conventions de Bâle et de Bamako. Avec une croissance de 6 % du parc automobile électrique, le pays vise 50 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2030.

Le Togo face à l'avenir : bâtir un modèle durable et inclusif

En somme, avec des politiques ambitieuses, des investissements structurants et une mobilisation multisectorielle, le Togo confirme son rôle d'acteur majeur de la transition écologique en Afrique de l'Ouest.

L'économie verte et la protection de l'environnement ne sont plus des options : elles sont désormais des leviers essentiels pour construire un avenir plus résilient, plus inclusif et plus durable. Les défis sont encore nombreux, mais les fondations du changement sont déjà solidement posées.



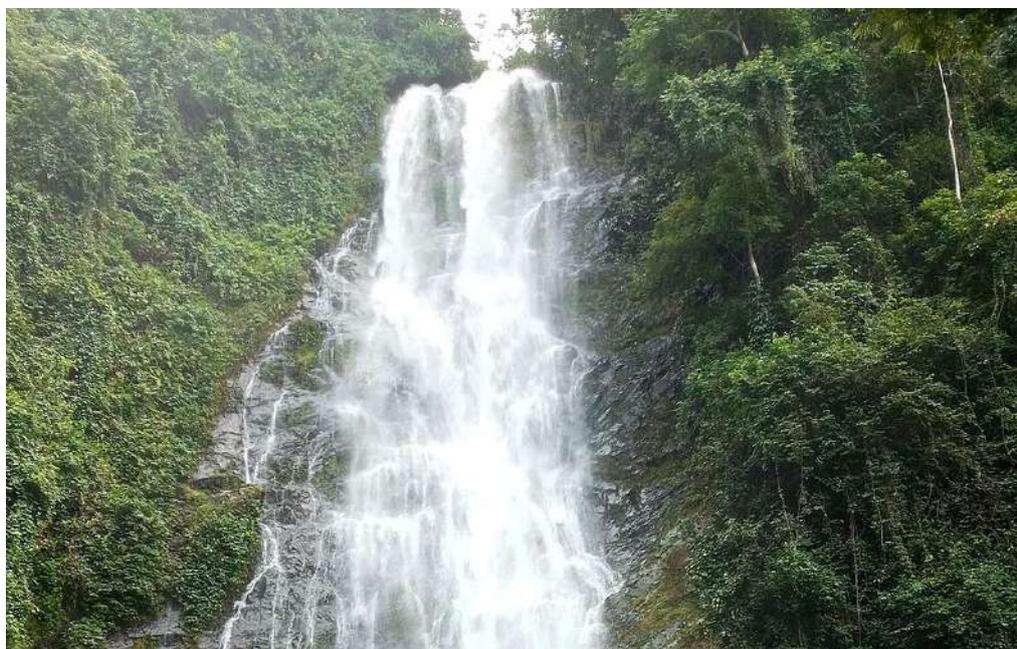
L'éco-tourisme comme levier de croissance économique

Le Togo, doté d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel, positionne progressivement et assurément l'éco-tourisme comme un pilier de son développement économique. Ce secteur émergent allie préservation de l'environnement, valorisation des traditions locales et création de richesses, offrant ainsi des opportunités d'investissement attractives pour les acteurs institutionnels et privés.

Le Togo se distingue par la diversité de ses paysages et la richesse de son patrimoine, autant d'atouts propices au développement d'un tourisme durable et responsable. La région Maritime, avec la ville d'Aného, séduit par son littoral préservé, ses mangroves et ses plages immaculées, complétés par un héritage historique captivant. Plus au nord, la région de la Kara offre une immersion authentique au cœur de vastes savanes et de sites chargés d'histoire. La région des savanes quant à elle, est le centre des grottes à histoire fascinante et palpitante.

Les Plateaux, autour d'Atakpamé et Kpalimé, enchantent par leurs cascades, forêts tropicales et artisanat local, illustrant une parfaite symbiose entre nature et culture. Enfin, la région Centrale, avec Blitta, émerge comme un pôle d'innovation éco-touristique, où biodiversité et projets novateurs ouvrent la voie à un tourisme de niche. Ces territoires, encore peu exploités, représentent un formidable réservoir d'opportunités pour des investisseurs visionnaires.

Le gouvernement togolais, à travers des politiques incitatives telles que le Code des Investissements et le régime de zone franche, encourage les partenariats public-privé et les initiatives entrepreneuriales dans le secteur de l'éco-tourisme. Plusieurs axes d'investissement se distinguent.



Le développement d'hébergements écologiques répond à une demande croissante en tourisme responsable, favorisant l'essor d'infrastructures durables telles que les écolodges, auberges écologiques et centres de séjour intégrant des solutions énergétiques vertes. Parallèlement, l'aménagement d'infrastructures touristiques durables, notamment dans les parcs nationaux, réserves naturelles et sites protégés, constitue un enjeu majeur, avec des retombées économiques significatives. Enfin, la valorisation du patrimoine culturel à travers la création de musées vivants, d'ateliers artisanaux et de centres d'interprétation permet de renforcer l'attractivité touristique tout en préservant l'identité locale. Ces projets, en plus de générer des revenus durables, participent à la création d'emplois locaux et à la dynamisation des économies régionales.



Parallèlement, Lumen Valley, situé à Djamdè près de Kara, se présente comme le premier Centre international de ressourcement et d'écotourisme du pays. Éco-conçu au cœur d'une réserve naturelle, ce centre combine développement durable, formation et spiritualité, avec une école des arts et métiers, un incubateur d'entrepreneuriat social, ainsi que des espaces dédiés aux retraites et conférences. En valorisant les ressources locales et en accompagnant les jeunes ruraux dans le développement de leurs compétences, Lumen Valley incarne une vision intégrée de développement humain, économique et écologique. Ces initiatives répondent à une demande croissante en tourisme responsable, favorisant la création d'emplois locaux et dynamisant l'économie togolaise, tout en préservant son patrimoine naturel et culturel.

Ces dynamiques s'illustrent concrètement à travers des initiatives telles que les sites écotouristiques de Davié et Lumen Valley, qui incarnent parfaitement cette vision d'un tourisme durable, respectueux de l'environnement et porteur de développement local. Ainsi, à Davié, l'écovillage "Livingstones" allie architecture traditionnelle et confort moderne dans un cadre naturel propice à la détente, proposant des bungalows familiaux, un restaurant valorisant les produits locaux biologiques, ainsi que des activités de plein air comme la marche, la pêche et le vélo. Ce site met également l'accent sur la déconnexion numérique et la promotion des savoir-faire locaux à travers son Livingstones Resource Centre, qui offre des formations en langues, leadership et développement personnel.

Conscient du potentiel de l'éco-tourisme, l'État togolais a mis en place des dispositifs incitatifs pour sécuriser et rentabiliser les investissements. Les exonérations fiscales pour les projets éligibles, les facilités administratives accélérant la mise en œuvre des initiatives et les partenariats institutionnels pour un accompagnement technique et financier renforcent la compétitivité du Togo comme destination d'investissement touristique en Afrique de l'Ouest.

L'éco-tourisme représente bien plus qu'une tendance : c'est une stratégie gagnante pour concilier performance économique et impact social et environnemental positifs. Le Togo, avec ses atouts naturels, son cadre réglementaire attractif et ses opportunités d'affaires, s'impose comme un terrain propice aux investissements durables en éco-tourisme.



DJAMDÈ

(Lumen Valley) près de Kara
Premier Centre international de ressourcement et d'écotourisme [...] école des arts et métiers, un incubateur d'entrepreneuriat social [...] espaces dédiés aux retraites et conférences.

BLITTA

(Région Centrale)
Émerge comme un pôle d'innovation éco-touristique, où biodiversité et projets novateurs ouvrent la voie à un tourisme de niche.

KPALIMÉ & ATAKPAMÉ

(Région des Plateaux)
Enchantent par leurs cascades, forêts tropicales et artisanat local, illustrant une parfaite symbiose entre nature et culture.

DAVIÉ

Écovillage Livingstones
Allie architecture traditionnelle et confort moderne [...] activités de plein air comme la marche, la pêche et le vélo [...] Livingstones Resource Centre [...] formations en langues, leadership et développement personnel.

ANÉHO

(Région Maritime)
Séduit par son littoral préservé, ses mangroves et ses plages immaculées, complétés par un héritage historique captivant.

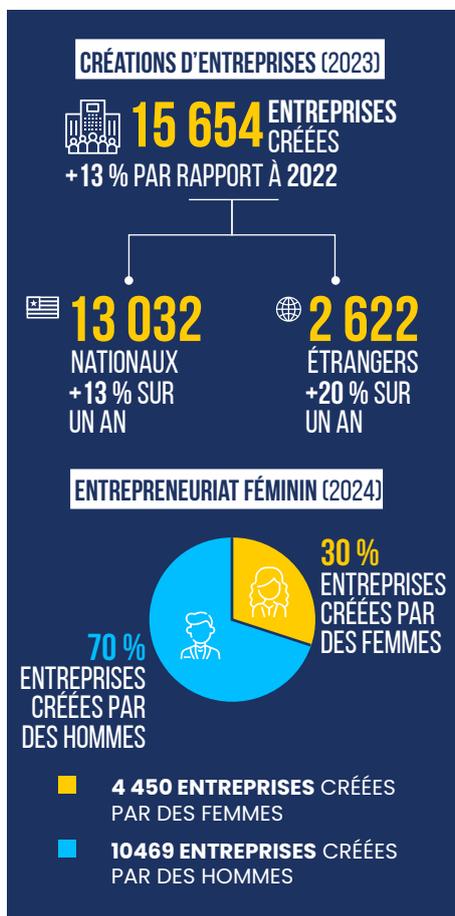
PLONGÉE AU CŒUR DE L'UNIVERS ENTREPRENEURIAL TOGOLAIS.



Plongée au cœur de l'univers entrepreneurial togolais.

Le Togo continue d'afficher une vitalité entrepreneuriale soutenue, illustrant la résilience de son tissu économique et la vigueur de sa culture d'affaires. En 2023, le pays a enregistré la création de 15 654 nouvelles entreprises, soit une progression de 13 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique s'est maintenue en 2024 avec 14 919 entreprises créées, confirmant l'attrait du pays pour l'initiative privée, malgré un léger repli.

Les entrepreneurs togolais portent cette croissance avec 13 032 entreprises fondées par des nationaux en 2023, marquant une hausse de 12 % sur un an. En parallèle, 2 622 entreprises ont été initiées par des investisseurs étrangers, traduisant une augmentation de 20 % de leur participation à l'économie locale.



Autre indicateur encourageant : la montée en puissance de l'entrepreneuriat féminin. En 2024, 4 450 entreprises ont été créées par des femmes, représentant 30 % du total et enregistrant une hausse de 3,5 % par rapport à 2023. Cette évolution témoigne d'un engagement croissant des femmes dans le développement économique du pays.

Cette dynamique est soutenue par un écosystème entrepreneurial structuré, mêlant acteurs publics, privés et associatifs. Les réformes institutionnelles, notamment la mise en place d'un guichet unique de formalités d'entreprise, ont permis de réduire significativement les délais et coûts d'installation, stimulant ainsi la création d'entreprises.

UN TISSU D'ACCOMPAGNEMENT EN EXPANSION

Le pays se distingue également par la richesse de ses structures d'appui à l'entrepreneuriat : Incubateurs et hubs comme Nunya Lab, InnovUP, Woelab, Cube, TerraNova Agrobusiness, ou EcoHub soutiennent les jeunes pousses dans les domaines du numérique, de l'agrobusiness ou encore de

la tech. Des programmes comme Incub'IAM, AfricaCoworkers ou l'Office des Jeunes Entrepreneurs du Togo (OJET) multiplient les sessions de formation, de mentorat et d'accompagnement. Des événements réguliers comme Startup Weekend Lomé favorisent la créativité et l'émergence d'idées innovantes.



DES FINANCEMENTS CIBLÉS POUR SOUTENIR L'ÉLAN

L'accès au financement reste une priorité avec des dispositifs tels que : Le FAIEJ (Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes), Le FNFI (Fonds National de la Finance Inclusive), et l'émergence de clubs d'investisseurs comme les Business Angels togolais.

Grâce à ces mesures, le Togo se positionne de plus en plus comme un environnement favorable à l'innovation, à l'investissement privé et à l'expansion des initiatives locales. Une trajectoire qui confirme la place croissante du pays dans le paysage économique ouest-africain.

UN ENGAGEMENT PUBLIC STRUCTURANT

Les institutions publiques jouent également un rôle d'acteurs : Le Ministère du Développement à la Base, la CCIT, l'ANPGF, l'ANPE ou encore l'API-ZF assurent un appui technique, financier et stratégique aux entrepreneurs. Les universités de Lomé et de Kara, quant à elles, intègrent l'esprit entrepreneurial dans leurs programmes, notamment à travers des centres d'innovation et des pôles de recherche appliquée.

Par ailleurs, la mise en place d'un événement baptisé Salon d'affaires et de réseautage, réalisé par le MIPI avec l'appui de la GIZ, a permis de renforcer les liens entre les TPME locales et les grandes entreprises bénéficiant de régimes fiscaux préférentiels. Cette initiative visait à structurer la sous-traitance locale et à encourager une collaboration interentreprises durable autour des chaînes de valeur nationales.

VERS UNE RECONNAISSANCE RÉGIONALE

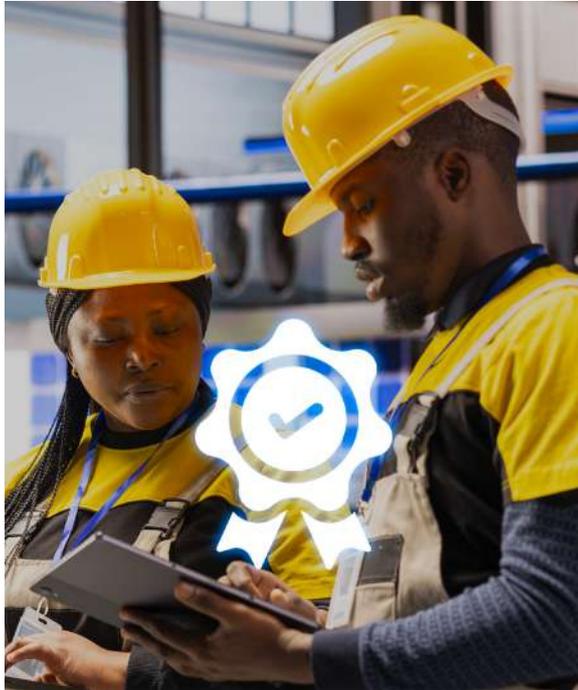
Des réseaux professionnels comme le CJD Togo, ENIJE, ou l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Togo (AF-CET) renforcent les capacités et les réseaux d'échange. Le PNUD Togo et la GIZ Togo contribuent activement à l'essor de l'entrepreneuriat à travers des programmes de formation, d'accompagnement technique et de promotion de l'innovation, adaptés aux défis du tissu entrepreneurial local. Les médias spécialisés, à l'instar de Togo Entrepreneurs ou Tech in Africa, valorisent les réussites togolaises.



**LE TOGO SE POSITIONNE DE PLUS EN PLUS
COMME UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À
L'INNOVATION, À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET
À L'EXPANSION DES INITIATIVES LOCALES.**



La qualité, outil de compétitivité et d'accès aux marchés : Focus sur la HAUQE



Le Togo fait de la qualité, un levier stratégique du développement socio-économique ; la création de la Haute Autorité de la Qualité et de l'Environnement (HAUQE) et des structures techniques de la qualité, en témoigne.

Elles sont créées par la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2009 portant organisation du schéma national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie, de l'environnement et de promotion de la qualité au Togo. Cette initiative est née de la forte volonté de **Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil**, afin d'offrir aux acteurs économiques – entreprises, producteurs, transformateurs et exportateurs – un cadre structuré et fiable pour garantir la qualité de leurs biens et services.

La HAUQE veille à la conformité des produits aux standards nationaux, régionaux, africains et internationaux, renforçant ainsi la compétitivité et l'accès des produits "Made in Togo" sur les marchés.

Les structures techniques rattachées à la HAUQE comprennent notamment l'Agence Togolaise de Normalisation (ATN), l'Agence Togolaise de Métrologie (ATOMET), le Comité Togolais d'Agrément (COTAG) et l'Agence Togolaise pour la Promotion de la Qualité (ATOPROQ).

À travers ces entités, la HAUQE déploie ses missions autour des axes stratégiques, ci-après : la normalisation, la certification la métrologie, l'accréditation et la promotion de la qualité.

Ayant une mission transversale, la HAUQE intervient donc sur plusieurs volets :



LA NORMALISATION, en élaborant et en adoptant des normes et référentiels techniques adaptés aux réalités nationales, régionales et aux exigences du commerce international pour les opérateurs économiques.



LA CERTIFICATION, à travers les marques togolaise, CEDEAO et africaine de conformité aux normes valorise la qualité des produits togolais, rassure les consommateurs et facilite leur accès aux marchés.



LA MÉTROLOGIE, en garantissant l'exactitude des instruments de mesure utilisés dans le commerce, l'industrie, la santé, le transport et l'environnement.



L'ACCREDITATION, pour établir la confiance par la reconnaissance à l'échelle internationale des compétences techniques des organismes d'évaluation de la conformité et participer à dynamiser les échanges commerciaux des produits sains et sûrs sur les marchés.



LA PROMOTION DE LA QUALITÉ, à travers les sensibilisations, les formations, les appui-conseils à la population et aux entreprises pour consolider la culture qualité au Togo.

Elle intègre également dans son mandat la protection de l'environnement, en s'assurant que les normes de production respectent les exigences de durabilité. Elle accompagne les entreprises dans l'adoption de bonnes pratiques environnementales et dans la mise en œuvre de systèmes de management de la qualité et de l'environnement, en phase avec les référentiels internationaux.

A ce titre, la HAUQE a donc pour mission de coordonner les activités des structures techniques de la qualité et de formuler des recommandations et avis au Gouvernement et d'assurer la gestion du Fonds National de Promotion de la Qualité (FNPQ) ainsi que sa répartition entre les instruments de la promotion de la qualité.

Au nombre des activités phares réalisées ces dernières années, nous pouvons citer : l'organisation en 2024, d'un atelier de formation au profit de 20 experts nationaux, visant à renforcer les compétences locales en matière de normes de qualité applicables aux produits, les journées nationales de la qualité (JNQ), l'adoption de plus de cinq mille normes internationales dans différents secteurs d'activités socio-économiques, l'élaboration de quarante (40) programmes de certification, la certification de vingt produits agroalimentaires des entreprises togolaise, etc.

HAUQE : VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR GARANTIR LA QUALITÉ, LA CONFORMITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUITS ET SERVICES AU TOGO

Pour les investisseurs, la HAUQE représente un guichet technique stratégique de la qualité. Elle facilite la mise en conformité des projets avec les exigences locales et internationales, tout en offrant un accompagnement personnalisé dans les démarches qualité. À travers ses actions, elle contribue à créer un climat de confiance entre les producteurs, les consommateurs et les partenaires commerciaux.

En s'appuyant sur la HAUQE, le Togo affirme son ambition d'être une économie tournée vers l'excellence, la sécurité des produits et la préservation de l'environnement.

« La qualité au Togo n'est pas un slogan : c'est une réalité portée par des institutions solides et engagées ».

Les forums économiques, salons et événements d'affaires à ne pas manquer.

Le Togo s'affirme cette année comme l'un des pôles les plus dynamiques de l'agenda économique africain. En accueillant plusieurs événements internationaux de premier plan, le pays met en lumière une culture d'affaires en pleine effervescence fondée sur l'ouverture et la coopération. Ce dynamisme conforte le positionnement du Togo en tant que destination de premier choix pour les investissements et les échanges en Afrique de l'Ouest. Voici une sélection des forums, salons et sommets à venir :



EXPO 2025 OSAKA : JOURNÉES OFFICIELLES DU TOGO – 19, 20 ET 21 AOÛT 2025

Le Togo sera mis à l'honneur à l'Exposition Universelle d'Osaka lors de 3 journées spéciales:

19 AOÛT : JOURNÉE ÉCONOMIQUE – consacrée à la promotion des opportunités d'investissement ;

20 AOÛT : JOURNÉE CULTURELLE – mettant à l'honneur la richesse artistique et patrimoniale togolaise ;

21 AOÛT : JOURNÉE NATIONALE DU TOGO – en présence de hautes autorités du pays.

Une vitrine exceptionnelle pour présenter le Togo sur la scène mondiale, sous le thème : Inclusion et protection sociale pour garantir une croissance économique forte.



BLUE INVEST AFRICA 2025 – 15 ET 16 OCTOBRE À LOMÉ

Le Togo s'apprête à accueillir l'édition 2025 de BlueInvest Africa, coorganisée par la Commission européenne. Ce rendez-vous panafricain mettra à l'honneur l'économie bleue, un secteur en pleine expansion. Il sera axé sur la valorisation des projets portés par des entrepreneurs africains dans des domaines tels que la pêche durable,

l'aquaculture, les énergies marines renouvelables ou encore le transport maritime. En facilitant la rencontre entre porteurs d'initiatives innovantes et investisseurs internationaux, cet événement s'inscrit pleinement dans l'esprit d'une culture d'affaires togolaise tournée vers l'avenir, la durabilité et la coopération régionale.



FORUM BIASHARA AFRIKA – 20 AU 22 OCTOBRE

L'édition 2025 du Forum Biashara Africa, événement phare de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), se tiendra à Lomé, la capitale togolaise, du 20 au 22 octobre. Ce forum stratégique rassemblera des leaders économiques, des investisseurs et des acteurs gouvernementaux venus de tout le continent, dans le but de renforcer les échanges commerciaux intra-africains et de promouvoir l'intégration économique. En mettant l'accent sur

les secteurs clés comme l'agriculture, les infrastructures numériques et les échanges commerciaux transfrontaliers, l'événement offrira une plateforme unique pour connecter les projets africains aux opportunités d'investissement internationales. Le Togo, acteur majeur dans le déploiement des initiatives ZLECAF, se positionne ainsi comme un catalyseur de croissance économique et d'innovation sur le continent.



FORUM DMA – NOVEMBRE À LOMÉ

Le Forum UK–Francophone West and Central Africa Trade and Investment revient pour une nouvelle édition stratégique, réunissant les gouvernements et les acteurs économiques de la région francophone et du Royaume-Uni.

Organisé par DMA, ce forum vise à renforcer les échanges commerciaux et à promouvoir des opportunités d'investisse-

ment durables. Le Togo, engagé dans une dynamique de diversification de ses partenariats, y présentera ses projets prioritaires dans les secteurs porteurs tels que les infrastructures, les TIC, l'énergie, l'agro-industrie et les industries créatives. L'événement constitue une plateforme unique pour le dialogue public-privé et la mobilisation de financements et se tiendra du 11 au 14 novembre 2025.



Synthèse des *grands thèmes* abordés dans cette édition.

L'édition 2025 du magazine Invest in Togo met en lumière les grandes évolutions économiques du pays, soulignant son potentiel croissant et son attrait pour les investisseurs. Nous explorons ici, les principaux thèmes abordés, illustrant la transformation en cours et les multiples opportunités offertes par le Togo dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture, l'économie verte, et la logistique. Voici un aperçu des sujets essentiels de cette édition :

01 Le Togo, Un Chapitre Nouveau pour les Investissements
Le pays se distingue par ses réformes audacieuses et son industrie en pleine croissance. Avec des projets phares comme la Plateforme Industrielle d'Adétikopé et l'Agropole de Kara, le Togo met en valeur ses ressources locales pour renforcer son tissu économique et attirer des investisseurs internationaux.

02 Les Grandes Tendances Économiques du Togo
Les politiques du pays se concentrent sur l'industrialisation, la digitalisation et la finance inclusive. Le pays a enregistré une croissance économique soutenue, avec une diversification notable de son PIB, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services.

03 L'Industrialisation du Togo
Le secteur industriel, avec des initiatives comme la PIA, devient un levier stratégique pour diversifier l'économie. La politique industrielle vise à faire de l'industrie manufacturière un acteur clé, avec des objectifs ambitieux pour 2040.

04 Les Performances du Port de Lomé
Le Port Autonome de Lomé joue un rôle stratégique en tant que hub logistique régional, facilitant les échanges intra-africains et internationaux, renforçant ainsi la compétitivité du pays.

05 Les Atouts Stratégiques des Régions Togolaises
Le Togo met en avant ses pôles économiques émergents comme Kara, Blitta, et Kpalimé, avec un focus sur l'agriculture, le tourisme et l'artisanat. Ces régions offrent des opportunités d'investissement ciblées.

06 Le Climat des Affaires et les Réformes Économiques
Le gouvernement togolais, avec des initiatives comme le rapport B-READY, améliore son environnement des affaires, réduisant les délais de création d'entreprise et simplifiant l'accès au financement.

07 L'Économie Verte et l'Innovation Durable
Le Togo s'engage vers un avenir plus vert avec des projets en énergies renouvelables et économie circulaire. Le pays cherche à concilier croissance économique et respect de l'environnement à travers des initiatives comme la protection des forêts et le développement de l'éco-tourisme.

08 Les Success Stories d'Entrepreneurs Togolais
Le magazine met en lumière les réussites des entrepreneurs locaux, en particulier ceux ayant profité des avantages fiscaux spéciaux, et explore les impacts sociaux et économiques de ces entreprises.

Cette édition présente un Togo dynamique, en pleine transformation, où les investissements, tant nationaux qu'internationaux, sont stimulés par des réformes structurelles, une gouvernance de plus en plus favorable aux affaires, et des projets d'envergure dans des secteurs clés comme l'industrie, l'agriculture et l'économie verte.

Projections sur les cinq prochaines années et ambitions du Togo à l'horizon 2030.

« Togo 2030 : Une vision d'émergence portée par des réformes structurelles et des investissements ciblés. Le Togo regarde l'avenir avec ambition et méthode, en misant sur la stabilité, l'inclusion et la transformation productive pour bâtir une économie plus forte et résiliente ».

À l'horizon 2030, le Togo entend franchir un nouveau cap de son développement. Cette ambition repose sur une série de réformes engagées dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui sera prochainement prolongée par une nouvelle programmation stratégique. Axée sur la transformation structurelle de l'économie, cette vision vise à améliorer la compétitivité nationale, à renforcer l'infrastructure économique et sociale, et à promouvoir une croissance inclusive, résiliente et durable.

Le Togo a engagé des projets majeurs dans les domaines des infrastructures (routes, énergie, ports secs), de l'économie numérique, de la santé et de l'éducation. À cela s'ajoute une stratégie ambitieuse de mobilisation des investissements privés, notamment à travers le guichet unique de promotion des investissements. La montée en puissance des Partenariats Public-Privé (PPP) devrait également renforcer la capacité de l'État à répondre aux besoins de financement sans compromettre la soutenabilité budgétaire.



PLUSIEURS GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES DÉMONTRENT L'ENGAGEMENT DU TOGO À RENFORCER LES INFRASTRUCTURES, À FACILITER LA CONNECTIVITÉ RÉGIONALE :

Construction de l'autoroute de l'unité:

Ce projet majeur vise à relier les différentes régions du Togo, favorisant la circulation des biens et des personnes. En reliant le pays aux infrastructures routières des pays voisins, l'Autoroute de l'Unité améliorera non seulement la mobilité, mais aussi le commerce intra-africain, facilitant ainsi l'intégration économique régionale.

Le développement d'un réseau ferroviaire moderne est essentiel pour transporter des marchandises de manière efficace et durable.

Ce projet permettra non seulement de désengorger les routes, mais aussi de renforcer les échanges commerciaux avec les pays voisins, facilitant ainsi l'intégration dans le marché unique africain.

la modernisation du port autonome de Lomé qui est déjà l'un des plus dynamiques de la sous-région.

En parallèle, le Togo s'emploie activement à assurer une stabilité énergétique avec un objectif de mix énergétique à l'horizon 2030, comprenant des initiatives dans les énergies renouvelables et thermiques. Cette diversification énergétique sera essentielle pour soutenir l'industrialisation et améliorer la compétitivité du pays.

À travers le développement de zones économiques spéciales dédiées aux PME-PMI, le Togo s'engage à créer des emplois et à promouvoir une transformation économique inclusive et résiliente. Ces zones offriront des opportunités d'investissement tout au long de la chaîne de valeur, en particulier dans le secteur agro-industriel, favorisant ainsi la production et la transformation avancée intégrée.



INPIT
Institut national de la propriété
industrielle et de la technologie



Vos créations sont précieuses

Protégez-les à
l'Institut National
de la Propriété Industrielle
et de la Technologie



Nous protégeons

- Les inventions
- Les modèles d'utilité
- Les marques
- Les dessins et modèles industriels
- Les indications géographiques
- Les noms commerciaux
- Les obtentions végétales

 **+228 92 04 98 98**

 secretariat.inpit@inpit.gov.tg

 www.inpit.tg

 INPIT

01 BP : 2339 Lomé (TOGO)



L'API-ZF, agence de promotion des investissements et de la zone franche est une institution de l'Etat en charge des missions liées à l'attraction des investisseurs, à la facilitation de leur activités au Togo et à l'amélioration du climat des affaires sur le territoire togolais.

1 LE GUICHET UNIQUE DE L'INVESTISSEMENT

Pour accomplir en ligne toutes les formalités liées à l'installation et à l'exploitation de votre entreprise au Togo

LE PORTAIL DE L'INVESTISSEMENT

Pour accéder à la documentation de toutes les procédures administratives liées à l'investissement

<https://investirautogo.tg/>

2 LE SITE INTERNET DE L'AGENCE

<https://apizf.tg/>



NOTRE MISSION

Exercer au Togo et à l'étranger des missions de services publics liées à la promotion des investissements.



NOTRE VISION

Faire du Togo la destination de choix pour tout investisseur.

L'objectif étant d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs vers le Togo et de générer plus d'emplois décents dans les secteurs prioritaires tels que définis par la feuille de route gouvernementale 2020-2025

